



CHINE : VERS LA PLUS GRANDE ARMÉE DU XXIÈME SIÈCLE ?

LE BILAN DU RÉARMEMENT MILITAIRE CHINOIS OPÉRÉ
PAR XI JINPING

Par Lisa Guilcher, Analyste du Millénaire



AVANT-PROPOS

Au tournant des années 2000, nombreux étaient ceux qui annonçaient le basculement du centre de gravité du monde vers l'Asie, et la montée inexorable de la Chine comme puissance dominante du XXI^e siècle. Pourtant, la crise sanitaire mondiale de 2020 a révélé certaines fragilités profondes du modèle chinois, mettant à mal la dynamique industrielle du pays. Le redémarrage post-Covid s'est révélé plus ardu que prévu, et l'industrie de défense, comme toute branche de l'économie chinoise, n'a pas échappé à ces contraintes.

Pour autant, le régime de Xi Jinping n'a pas renoncé à son objectif de faire de la Chine une puissance militaire de premier plan. Malgré les obstacles économiques, les dépenses de défense ont continué à augmenter régulièrement, au point de placer la Chine au deuxième rang mondial après les États-Unis. Ces derniers disposent toujours d'une avance considérable : une présence militaire globale, onze porte-avions à propulsion nucléaire, des capacités de projection inégalées et un réseau d'alliances planétaires. Mais cette supériorité est de plus en plus contestée.

C'est dans ce contexte qu'il convient de comprendre le réarmement chinois. Pékin cherche non seulement à garantir sa sécurité dans un environnement stratégique tendu, mais aussi à s'assurer une place centrale dans le nouvel ordre mondial. La rivalité sino-américaine, véritable « piège de Thucydide », voit la puissance émergente, la Chine, remettre en cause l'hégémonie établie de la puissance dominante, les États-Unis. Pour éviter une confrontation directe tout en s'y préparant, Xi Jinping a ainsi fait du renforcement militaire un pilier central de son projet national. Plus qu'une simple modernisation technique, c'est une transformation stratégique profonde que connaît l'Armée populaire de libération.

AVANT-PROPOS	2
<i>Aux racines de la strategie militaire chinoise</i>	5
Une histoire forgée par l'insécurité	5
UNE DOCTRINE DEFENSIVE, ERIGEE EN PRINCIPE NATIONAL.....	5
UNE POSTURE PACIFIQUE, MAIS UN OBJECTIF DE PUISSANCE.....	5
de la guerre populaire à une armee de defense nationale	6
DE LA REVOLUTION POPULAIRE A LA DISSUASION NUCLEAIRE	6
D'UNE ARMEE REVOLUTIONNAIRE A UNE FORCE PROFESSIONNELLE ET TECHNOLOGIQUE.....	7
L'apl comme intrument central de quete de puissance mondiale	8
LE TOURNANT STRATEGIQUE SOUS XI JINPING	8
OBJECTIF 2049	8
XI JINPING ET LE REVE CHINOIS	11
UN REARMEMENT AU SERVICE DE LA PUISSANCE.....	13
REFORMES STRUCTURELLES.....	13
LA REORGANISATION DE L'APL.....	13
LE SOLDAT CHINOIS DU XXI° SIECLE.....	17
LA PROFESSIONALISATION DE L'ARMEE.....	19
UNE MODERNISATION CAPACITAIRE TOUS AZIMUTS	22
UN COLOSSE MARITIME EN PLEINE ASCENSION	22
UNE FLOTTE A VOCATION MONDIALE.....	23
UNE ARMADA HYBRIDE POUR LA ZONE GRISE.....	24
L'ARMEE DE TERRE (PLAA) : D'UNE FORCE PLETHORIQUE A UNE COMPOSANTE MODERNE ET INTEGREE	25
L'ARMEE DE L'AIR (PLAAF).....	29
LA PLARF : FORCES DES FUSEES DE L'APL.....	32
La guerre informationnelle et le cyberspace comme théâtre stratégique	34
L'EVOLUTION STRUCTURELLE DE LA GUERRE DE L'INFORMATION	34
LA GUERRE DE L'INFORMATION : PILIER DE LA STRATEGIE CHINOISE POUR MODELER UN ORDRE MONDIAL AUTORITAIRE	36
LE CYBERESPACE : CHAMP DE BATAILLE CENTRAL D'UNE GUERRE COGNITIVE GLOBALISEE.....	39
<i>quelles ambitions geopolitiques derrière cette mutation MILITAIRE ?.....</i>	42
securiser le territoire chinois	42
DEFENDRE LE CŒUR STRATEGIQUE : SECURISER LE LITTORAL ET LES ZONES FRONTALIERES	42

LA SECURISATION MARITIME : VERS UNE MILITARISATION PROGRESSIVE DES MERS PROCHES 44

le cas de taiwan 45

OBSESSION STRATEGIQUE ET NOEUD GEOPOLITIQUE MONDIAL 46

QUELLES TACTIQUES MILITAIRES POUR UNE POSSIBLE INVASION ? 48

une projection mondiale de l'apl 50

UNE ARMEE D'ORDRE MONDIAL 50

QUELLES LIMITES A CETTE PROJECTION ? 53

CONCLUSION..... 56

AUX RACINES DE LA STRATÉGIE MILITAIRE CHINOISE

UNE HISTOIRE FORGÉE PAR L'INSECURITE

UNE DOCTRINE DEFENSIVE, ERIGÉE EN PRINCIPE NATIONAL

La Chine affirme que sa stratégie militaire est, et a toujours été, défensive. De Confucius à Mao Zedong, jusqu'à Xi Jinping, la pensée chinoise met en avant **un rejet des conflits armés** et une opposition à toute ambition expansionniste directe. Cette tradition idéologique s'inscrit en contraste avec les trajectoires militaires jugées agressives des grandes puissances occidentales. Dans cette logique, la République populaire de Chine (RPC) qualifie l'ensemble de ses engagements militaires depuis 1949 comme étant strictement défensifs. Cela inclut la guerre de Corée, le conflit sino-indien de 1962, les affrontements frontaliers avec l'Union soviétique en 1969, ou encore la guerre éclair contre le Vietnam en 1979. Cette posture n'est toutefois pas dénuée de stratégie : **la doctrine défensive devient un levier de communication pour légitimer des actions militaires de l'Armée populaire de libération (APL)**, même lorsqu'elles sont perçues à l'international comme provocatrices. Un exemple marquant a eu lieu en août 2022, lorsque la visite de Nancy Pelosi à Taïwan a entraîné une démonstration de force autour de l'île. Pékin a justifié ces manœuvres comme une réponse défensive à une ingérence américaine dans ses affaires internes. Le Livre blanc de la défense le plus récent réaffirme ce positionnement, soulignant l'importance d'une culture chinoise fondée sur la paix et affirmant que la Chine n'utiliserait la force que si elle était attaquée la première.

UNE POSTURE PACIFIQUE, MAIS UN OBJECTIF DE PUISSANCE

Derrière le discours pacifiste, la Chine vise le retour à sa grandeur impériale. Au-delà de l'image d'un pays épris de paix, se dessine une volonté affirmée

de reconquête de puissance. **L'imaginaire collectif chinois reste profondément marqué par le « siècle des humiliations »**, une période de domination étrangère et de fragmentation interne entre le milieu du XIXe siècle et la fondation de la RPC en 1949. Cette mémoire historique nourrit une ambition politique de rétablissement du statut de superpuissance, autrefois incarné par l'Empire du Milieu. Dans ce contexte de rivalité croissante avec les États-Unis, la Chine a progressivement développé des capacités militaires à vocation offensive. **Ce tournant s'est concrétisé dans les années 1980 avec l'adoption du concept de « défense active »**, promu par la Commission militaire centrale (CMC). Cette stratégie autorise le recours à des actions militaires préventives ou anticipées contre des menaces identifiées, même si celles-ci ne se sont pas encore matérialisées. Le concept de défense active, bien qu'encore présenté comme relevant d'une posture défensive, permet en réalité une certaine flexibilité doctrinale et une affirmation militaire croissante dans les zones d'intérêt stratégique de la Chine. Il révèle ainsi une volonté de projection de puissance, qui nuance fortement la prétention à une doctrine uniquement défensive.

DE LA GUERRE POPULAIRE A UNE ARMEE DE DEFENSE NATIONALE

DE LA REVOLUTION POPULAIRE A LA DISSUASION NUCLEAIRE

L'APL est née d'une guerre civile, mais s'est forgée une légitimité sur un mythe de révolution populaire. Créée en 1927 par le Parti communiste chinois dans un contexte d'affrontement avec le Kuomintang (Parti nationaliste chinois), **l'APL incarne dès ses origines l'instrument militaire d'un projet politique révolutionnaire**. Mao Zedong adopte une stratégie fondée sur le soutien des masses rurales, en s'appuyant sur des formes historiques de soulèvements populaires contre l'autorité centrale. Cette approche nourrit le récit d'une « guerre populaire » au service du Parti, renforçant ainsi la légitimité politique et militaire de l'APL. À partir des

années 1960, un tournant stratégique s'opère. La rupture sino-soviétique isole la Chine sur la scène internationale et alimente la crainte d'une invasion, forçant Pékin à développer une capacité de dissuasion crédible. L'acquisition de l'arme nucléaire devient alors un atout stratégique et symbolique : **elle confère à la Chine un statut de puissance respectée**, tout en renforçant son autorité interne. Ce renforcement militaire s'accompagne d'une volonté de réintégration dans le jeu diplomatique mondial dans les années 1970, notamment face à la question de Taïwan.

D'UNE ARMÉE REVOLUTIONNAIRE A UNE FORCE PROFESSIONNELLE ET TECHNOLOGIQUE

L'échec militaire au Vietnam en 1979 marque la fin d'une époque pour l'APL, et l'ouverture d'une nouvelle ère stratégique. Après une offensive ratée contre le Vietnam, la Chine est contrainte de repenser en profondeur son appareil militaire. En 1985, Deng Xiaoping officialise un changement doctrinal majeur : **l'APL ne se prépare plus à une guerre populaire de grande ampleur, mais à des conflits limités, modernes, et localisés**. L'objectif est désormais de répondre à des menaces régionales par des actions préventives et ciblées, en misant sur la réactivité et la précision. La priorité est donnée à la défense des centres urbains, désormais au cœur du dynamisme économique chinois. Cette réforme stratégique s'accompagne d'une restructuration interne : renouvellement des élites militaires, réduction des effectifs, fusion des unités de base, et développement d'entraînements interarmées. L'exemple de la guerre du Golfe en 1991, perçue comme un modèle de guerre technologique et rapide, renforce la conviction des stratèges chinois de moderniser leur armée. La professionnalisation devient une priorité, appuyée par la montée en gamme de l'armement et la formation intensive des officiers dans des écoles militaires spécialisées. L'APL entre alors dans une nouvelle phase de son histoire : celle d'une force moderne, rationalisée et technologiquement ambitieuse.

L'APL COMME INSTRUMENT CENTRAL DE QUÊTE DE PUISSANCE MONDIALE

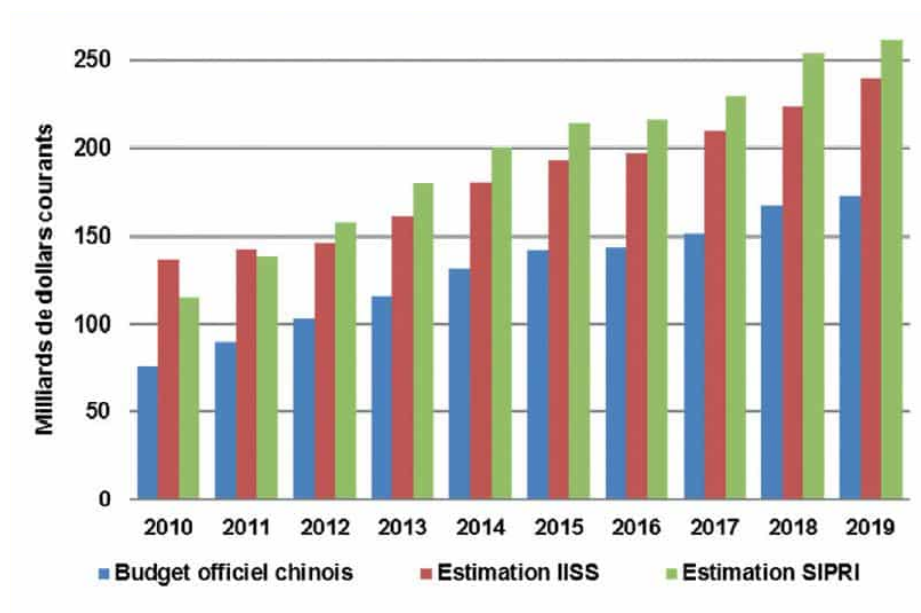
LE TOURNANT STRATÉGIQUE SOUS XI JINPING

Xi Jinping a réarmé la Chine, non seulement militairement, mais aussi politiquement. L'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2013 marque une rupture décisive dans la stratégie militaire chinoise. **L'APL, jadis force révolutionnaire, devient l'outil central d'un État-nation en quête de puissance mondiale.** Dès 2015, une réforme militaire d'envergure est lancée pour faire de l'APL une armée moderne, technologique et pleinement intégrée à la stratégie globale du PCC. Cette transformation vise à renforcer les capacités opérationnelles à travers une meilleure coordination interarmées, une optimisation de la chaîne de commandement et une redéfinition du découpage géographique des forces. Xi Jinping centralise également le pouvoir décisionnel en présidant la Commission militaire centrale (CMC), pilier du contrôle politique sur l'armée. Il engage en parallèle une vaste campagne anticorruption, qui se double d'une purge ciblée des hauts gradés, destinée à éliminer les oppositions internes tout en rétablissant la discipline et la loyauté au Parti. L'armée devient ainsi un instrument totalement subordonné à la ligne politique de Xi, recentrée sur la défense des intérêts fondamentaux du régime et sur la sécurisation de ses ambitions internationales.

OBJECTIF 2049

L'armée de demain est au cœur de la renaissance chinoise, avec 2027 et 2049 en ligne de mire. Ce tournant stratégique s'inscrit dans une vision à long terme, articulée autour de deux dates symboliques : **2027**, centenaire de la création de l'APL, d'ici laquelle Xi Jinping souhaite que l'armée ait achevé sa modernisation initiale ; et **2049**, centenaire de la République populaire de Chine, objectif fixé pour faire de la Chine une « puissance militaire de rang

mondial »¹. Pour y parvenir, le président chinois mise sur une intégration poussée entre innovations civiles et capacités militaires. **En 2014, il lance une stratégie de fusion civilo-militaire visant à mobiliser universités, entreprises technologiques, centres de recherche et industries d'État** pour stimuler l'innovation dans les domaines clés : cybersécurité, intelligence artificielle, espace, armement de précision. Cette synergie permet à l'APL de moderniser ses équipements, d'améliorer la formation de ses officiers et de diversifier ses financements. La montée en puissance de la Chine est percevable au vu de l'augmentation continue de son budget de défense depuis les années 1990, et une nette augmentation dans les années 2000.



En effet, **Pékin prévoit de dépenser 1 784,7 milliards de yuans (245,7 milliards de dollars) pour sa défense en 2025²** afin de maintenir une croissance raisonnable de son budget militaire en vue de la sauvegarde de sa souveraineté, sa sécurité et ses intérêts de développement.³ Loin derrière les Etats-Unis, ce budget représente environ un quart des dépenses de défense de son ennemi américain, dont le montant s'élève à 997 milliards de

¹ Propos de Xi Jinping, Rapport au 19^{ème} Congrès national du PCC, 18 octobre 2017.

² Rapport budgétaire gouvernemental chinois, Session annuelle du Parlement, 5 mars 2025.

³ Propos de Lou Qinjian, porte-parole de la session de l'Assemblée nationale Populaire de mars 2024.

dollars pour cette même année⁴. Néanmoins, il est également près de 4,5 fois supérieur au budget de défense du Japon pour la même année : en 2024, la Chine représentait 44% de l'ensemble des dépenses militaires de l'Asie.⁵

Force est aussi de constater que la transparence de la Chine vis-à-vis du montant réel de ces dépenses reste à questionner. Lorsque certains chiffrent en 2021 à 448 milliards de yuans supplémentaires par rapport au budget officiel, soit environ 61,5 milliards⁶ de dollars américains, d'autres n'hésitent pas à estimer un budget s'élevant au total à 711 milliards de dollars en 2022.⁷ Ces estimations des dépenses militaires chinoises incluent notamment :

- La Police armée populaire
- Les garde-côtes chinois
- Les pensions et compensations versées aux soldats démobilisés ou retraités
- Les dépenses supplémentaires consacrées à la recherche, au développement, aux essais et à l'évaluation militaires
- Les investissements supplémentaires dans les infrastructures militaires.

⁴ SIPRI, « Hausse sans précédent des dépenses militaires mondiales avec un bond en Europe et au Moyen Orient », 28 avril 2025.

⁵ IISS, The Military Balance Volume 125 (2025), Chapter 5: Asia.

⁶ SIPRI, "A new estimate of China's military expenditure", Janvier 2021.

⁷ Propos du sénateur américain Dan Sullivan, membre de la Commission militaire du Sénat à Washington à la suite d'une enquête des services de renseignement américains (Septembre 2024).

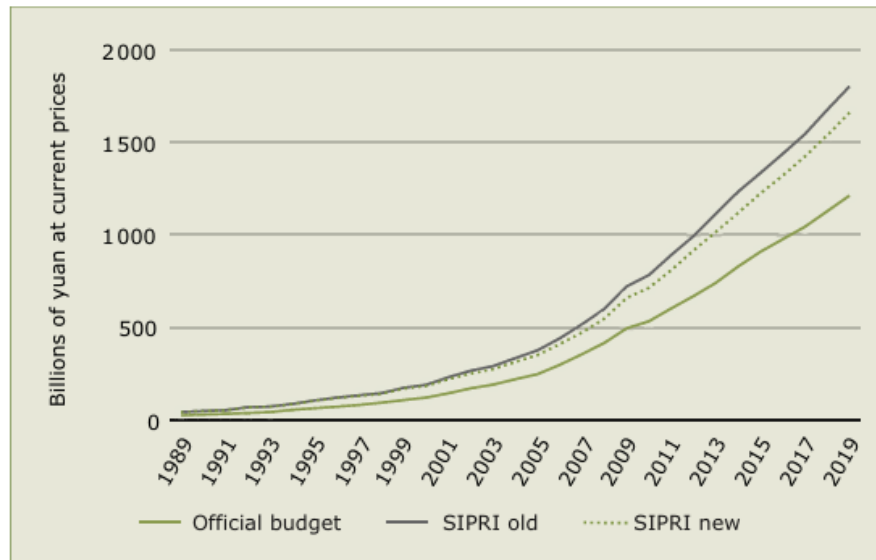


Figure 4.1. Chinese military expenditure according to the official budget and the old and new SIPRI estimates, 1989–2019

En 2019, ces postes additionnels représentaient **448 milliards de yuans**, soit **27 %** du total estimé des dépenses militaires chinoises, évaluées à **1660 milliards de yuans**.⁸

XI JINPING ET LE REVE CHINOIS

L'armée est la vitrine de la puissance nationale selon Xi Jinping. Son arrivée au pouvoir en 2013 marque le début d'une quête assumée de puissance militaire et d'affirmation internationale. **Pour Xi, l'APL n'est pas seulement un outil de défense : elle est le bras armé de la renaissance nationale et un pilier fondamental du « rêve chinois ».** Il entend en faire une force moderne, loyale au Parti, capable de défendre les intérêts stratégiques de la Chine et de renforcer son influence dans le monde. Dans cette optique, les défilés militaires se multiplient, devenant de véritables mises en scène de la puissance retrouvée de la Chine et de la soumission de l'armée à l'autorité du Parti communiste.

Ces démonstrations spectaculaires, souvent diffusées à grande échelle, permettent à Xi Jinping de **nourrir un sentiment patriotique et d'asseoir sa légitimité à l'intérieur comme à l'extérieur du pays**. Ils offrent aussi

⁸ SIPRI, "A new estimate of China's military expenditure", Janvier 2021. Idem graphique

l'occasion d'exhiber les derniers systèmes d'armes issus de l'effort de modernisation militaire. Alors que la Chine n'avait organisé que quelques parades entre 1959 et 2009, Xi a clairement intensifié leur fréquence depuis son arrivée au pouvoir, les intégrant à une stratégie de communication politique et militaire globale. Le message est clair : la Chine ne se cache plus. Elle montre ses muscles, affiche sa discipline militaire, et rappelle que sa montée en puissance s'accompagne d'une armée à la hauteur de ses ambitions géopolitiques.

UN REARMEMENT AU SERVICE DE LA PUISSANCE

REFORMES STRUCTURELLES

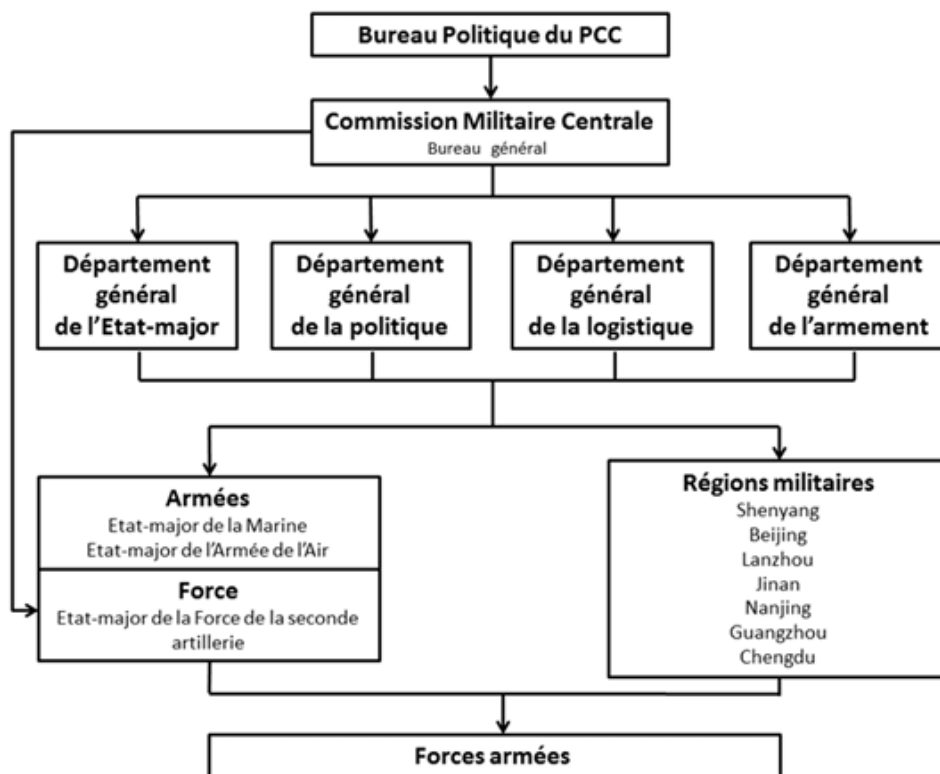
LA REORGANISATION DE L'APL

Une armée fidèle au Parti, c'est avant tout le but du président chinois. Depuis son accession au pouvoir en 2012, Xi Jinping a fait de la soumission absolue de l'Armée au Parti une priorité stratégique. En effet, la loyauté de l'armée n'est pas négociable : elle constitue le socle de sa vision de la « renaissance nationale ». Dès ses premières années à la tête du pays, Xi lance une campagne disciplinaire d'une ampleur inédite pour **purger l'APL de ses « traîtres » et hauts gradés corrompus**. Ces généraux, enracinés dans un système de clientélisme hérité de l'ère Hu Jintao, étaient devenus de véritables barons militaires, échappant en partie au contrôle politique. Leur influence constituait non seulement un obstacle à la réforme, mais également une menace directe à la prise de pouvoir de Xi — certains étant soupçonnés d'avoir tenté de s'y opposer en lien avec des dirigeants civils purgés comme Bo Xilai ou Zhou Yongkang. **L'objectif de Xi est clair : démanteler ce système pyramidal, instaurer une discipline de fer et replacer l'armée sous la coupe exclusive du Parti, et donc de lui-même.** Cette volonté se traduit symboliquement en 2016, lorsqu'il est intronisé « commandant en chef du centre de commandement interarmées de la Commission militaire centrale » (CMC), qu'il avait déjà entrepris de réformer. La CMC devient le véritable cœur du pouvoir militaire en Chine, resserrée autour de Xi et débarrassée des anciennes structures jugées opaques et inefficaces.

Dans cette logique de centralisation autoritaire, Xi Jinping multiplie les inspections dans les unités et impose une nouvelle culture de discipline. Il installe sa vision jusque dans le paysage militaire quotidien : « construire une armée du peuple aux ordres du Parti, capable de vaincre au combat, avec

une éthique de travail de première classe⁹ », un slogan désormais affiché dans toutes les installations militaires. Le retour à l'ordre s'accompagne d'un soutien budgétaire massif, qui lui offre les marges de manœuvre nécessaires à cette transformation. Cette reprise en main ne se limite pas à l'APL en tant qu'institution militaire : elle s'étend également à la sécurité intérieure. En 2018, la Police armée du peuple (PAP), force paramilitaire jusque-là sous double tutelle civile et militaire, passe sous le commandement direct de la CMC. Elle englobe les garde-côtes et les milices maritimes, qui deviennent de puissants instruments du contrôle du territoire et des zones grises en mer de Chine.

Structure de commandement militaire avant la réforme (pré 2016)



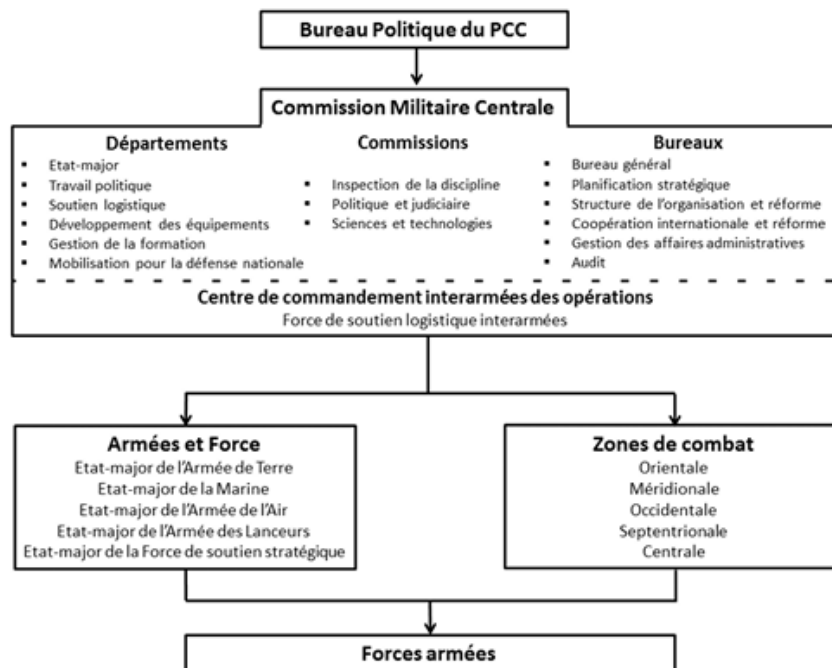
10

Le tournant intervient en janvier 2016 avec une refonte radicale de l'organisation militaire : les quatre départements généraux historiques, véritables bastions de pouvoir et de corruption, sont supprimés. À leur place, Xi met en place un système plus agile, structuré autour de **quinze**

¹⁰ « Moderniser et discipliner, la réforme de l'armée chinoise sous Xi Jinping », par Antoine Bondaz et Marc Julienne, FRS (24 février 2017).

départements directement rattachés à la CMC, ce qui lui permet un contrôle direct de l'ensemble des forces. L'APL est désormais organisée selon une logique fonctionnelle et régionale : cinq théâtres de commandement sont créés pour remplacer les anciens commandements militaires régionaux, permettant une meilleure coordination interarmées. Cette nouvelle architecture vise à répondre à la nécessité d'opérations complexes, notamment face aux menaces perçues dans l'Indopacifique.

Structure de commandement militaire après la réforme (post 2016)



11

De nouvelles forces sont créées pour s'adapter aux formes contemporaines de conflit. La Force des missiles, qui remplace le Second Corps d'artillerie, prend en charge les capacités balistiques stratégiques, cœur de la dissuasion nucléaire chinoise. La Force de soutien stratégique (FSS), formée également en 2016, regroupe les unités chargées du cyber, de l'espace et de la guerre électronique. En mai 2024, cette FSS est dissoute pour être scindée en trois entités spécialisées : la Force cyber, la Force

¹¹ « Moderniser et discipliner, la réforme de l'armée chinoise sous Xi Jinping », par Antoine Bondaz et Marc Julienne, FRS (24 février 2017).

aérospatiale et la Force de soutien de l'information, illustrant la montée en puissance des nouveaux champs de bataille informationnels.

Un Centre de commandement interarmées des opérations est également créé, placé sous l'autorité directe de Xi, pour piloter les opérations militaires dans un cadre intégré et unifié. Enfin, l'action disciplinaire, loin de se limiter aux premières années du mandat de Xi, s'est poursuivie dans les secteurs industriels liés à la défense. En 2021, de nouvelles affaires de corruption éclatent au sein du géant *Norinco*¹², dans la construction navale et même dans le nucléaire militaire, montrant que la lutte contre les dérives reste un chantier permanent.

La réforme de l'APL conduite par Xi Jinping ne se résume donc pas à une purge politique. Elle répond à une volonté stratégique de transformation de l'appareil militaire pour faire face à un environnement sécuritaire de plus en plus tendu, notamment vis-à-vis des États-Unis. En bâtissant une armée « capable de vaincre », Xi cherche à doter la Chine des instruments militaires nécessaires à son ascension comme puissance globale. **La réforme est aussi un outil pour imposer un pouvoir personnel fort**, garant d'une ligne politique unifiée entre civils et militaires. Le processus reste inachevé, mais il a déjà fait entrer l'armée chinoise dans une ère nouvelle, à la fois plus professionnelle, plus centralisée et plus offensive.

Autre cœur des réformes structurelles : la Base industrielle et technologique de défense (BITD) chinoise. Elle constitue un levier essentiel de la modernisation de l'APL, en portant un véritable héritage de la volonté d'autosuffisance industrielle instaurée dès la fondation de la République populaire. **Ce complexe militaro-industriel regroupe plus de 1 000 entreprises d'État et mobilise environ un million de personnes** – ingénieurs, scientifiques, techniciens – capables de produire toute la gamme des équipements militaires : des armes légères aux véhicules blindés, en passant par les avions de chasse, les navires de guerre, les sous-marins, les

¹² Nikkei Asia, *Xi ramps up purge of former military-industrial chiefs* - *Nikkei Asia* (Mai 2021)

missiles balistiques et les armes nucléaires. Une telle polyvalence reste rare à l'échelle mondiale.

Depuis le tournant des années 2000, ce secteur a connu un bond qualitatif et quantitatif, accéléré par une vague de réformes engagées dès la fin des années 1990 : introduction de techniques de management inspirées des modèles occidentaux, amélioration des standards de qualité, rationalisation des chaînes de production par le licenciement des travailleurs excédentaires, et incitation à l'efficacité économique. Dans cette logique, la Chine a favorisé la fusion d'entreprises redondantes afin d'alléger une structure trop lourde, tout en investissant dans une stratégie de double usage civil-militaire. Elle a ainsi développé des technologies civiles de pointe aux applications militaires directes, notamment dans les domaines de l'électronique, de l'information, de l'aérospatiale ou des satellites. Ce soutien massif à l'innovation nationale, conjugué à un encouragement constant à la synergie entre les secteurs civils et militaires de haute technologie¹³, a permis à la BITD chinoise de rivaliser progressivement avec les standards des arsenaux occidentaux, tout en ancrant solidement l'appareil de défense dans les dynamiques industrielles et technologiques du XXI^e siècle.

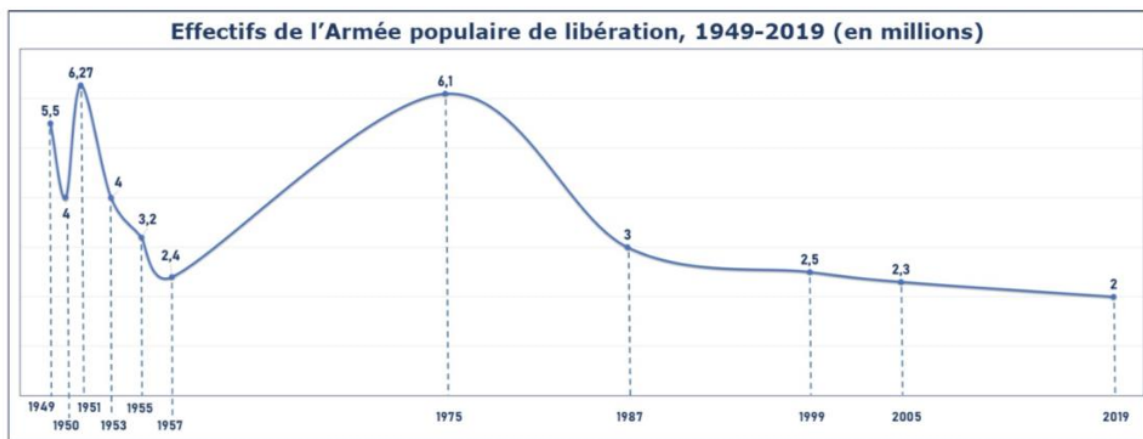
LE SOLDAT CHINOIS DU XXI^e SIECLE

Le soldat chinois change de visage en tournant la page d'une armée de masse héritée du maoïsme. Trop nombreuse et peu spécialisée, elle a été réformée pour devenir plus agile, plus technique, et mieux formée. **L'objectif : dégraisser les effectifs tout en renforçant la compétence.** La Chine cherche désormais à produire des soldats qualifiés, capables de remplir des missions longues et complexes, et de s'élever dans la hiérarchie par l'expérience et l'expertise. En effet, l'APL reposait historiquement sur une armée de masse, constituée de soldats issus de zones rurales valorisés pour leur loyauté au Parti. Ce modèle a montré ses limites face aux exigences des

¹³ Tai Ming Cheung, *Fortifying China*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 2009; et Evan Medeiros, et. al., "A New Direction for China's Defense Industry", Santa Monica (CA), The RAND Corporation, 2005.

conflits modernes : le temps est désormais à la professionnalisation du fantassin.

Depuis 2019, l'APL ne compte officiellement « que » deux millions de soldats actifs, un chiffre significatif, mais en baisse constante quand on sait que l'armée chinoise comptait au siècle dernier trois fois plus d'hommes. Cette mesure visait à rationaliser les forces et à concentrer les ressources sur la qualité plutôt que sur la quantité.



14

Le soldat n'est plus perçu comme une main-d'œuvre politique et sacrificielle. L'armée doit s'adapter aux conflits hybrides, cyber, aérospatiaux et technologiques, ce qui nécessite une refonte des critères de recrutement et de formation. L'accent est désormais mis sur les candidats ayant un niveau d'éducation élevé, notamment des diplômés universitaires¹⁵, pour répondre aux besoins d'une armée technologiquement avancée. Parallèlement, la formation des soldats a été intensifiée pour inclure des compétences en cybersécurité, en guerre électronique et en opérations interarmées. Les exercices militaires sont devenus plus complexes, simulant des scénarios de guerre modernes pour préparer les troupes à divers types

¹⁴ Graphique réalisé par Marc Julienne et Constantin Lagraulet, « Modernisation de l'armée populaire de libération : le facteur humain », IFRI (Octobre 2022)

¹⁵ David E. Johnson, et al., *Preparing and Training for the Full Spectrum of Military Challenges: Insights from the Experiences of China, France, the United Kingdom, India, and Israel*, Santa Monica (CA), RAND Corporation, 2009, p. 29

de conflits. Avant cela, les entraînements étaient menés en petites unités de même arme (avion de combat, infanterie...), dans des conditions faciles et sans force d'opposition.¹⁶ Pourtant, le pays fait face à des défis démographiques qui impactent le recrutement militaire. La jeunesse urbaine, souvent perçue comme moins apte physiquement et moins motivée par le service militaire, représente un obstacle à la constitution d'une armée robuste. La multiplication des cas d'addiction¹⁷ (à Internet notamment), d'obésité ou encore de myopie font l'objet de campagnes d'information préventives de l'armée elle-même. Aussi, pour contrer cela, des programmes de formation militaire ont été introduits dès le niveau scolaire, visant à inculquer des valeurs patriotiques et à renforcer la discipline.

Le service militaire reste certes obligatoire, mais n'est plus vécu comme un destin patriotique. Autrefois intimement liée à l'identité du Parti communiste, l'armée chinoise se détache progressivement de son héritage révolutionnaire. La nouvelle génération d'officiers n'a plus participé aux grandes guerres du XXe siècle. Le lien fusionnel entre armée et peuple s'est effiloché avec la modernisation sociale : la carrière militaire peine à séduire, dans une société où les valeurs individuelles, la réussite personnelle et la consommation ont remplacé l'abnégation et le sacrifice. L'APL se recentre ainsi sur la défense nationale, avec une fonction stratégique claire : défendre les intérêts de l'État, dans un cadre étatique et technologique, plus que révolutionnaire ou idéologique. Son rôle est désormais géopolitique : affirmer la puissance chinoise sur la scène mondiale.

LA PROFESSIONALISATION DE L'ARMÉE

La réforme de l'armée chinoise se traduit par une professionnalisation accélérée de l'Armée populaire de libération, qui, au-delà de la discipline politique, cherche désormais à former une force moderne, réactive et

¹⁶ Idem

¹⁷ « Modernisation de l'APL : le facteur humain », de Marc Julienne et Constantin Lagrault, Défis physiologiques pour le recrutement et la formation p.28-31 (Octobre 2022).

technologiquement avancée. Ce virage s'illustre d'abord symboliquement en novembre 2014, lorsque Xi Jinping, dans un discours tenu dans la province du Fujian, reprend l'héritage de Mao à Gutian pour souligner que la discipline militaire ne peut être séparée de la fidélité politique. Il y dénonce les failles organisationnelles et les dérives personnelles qui affectent l'APL, affirmant la nécessité d'une réforme profonde.

Pendant des décennies, la doctrine militaire de la Chine reste fidèle aux principes maoïstes : la guerre populaire, conçue comme une lutte d'usure menée par la masse, sur le territoire national. Le peuple chinois, acteur clé de cette doctrine, devait harceler l'ennemi en se fondant dans le terrain, en abandonnant villes et régions pour tendre des pièges à l'envahisseur. Ce paradigme tactique impliquait la formation de millions de miliciens civils. Mais cette approche montre ses limites, notamment avec l'échec de l'invasion du Viêt Nam en 1979. **Dès lors, un tournant s'amorce avec l'adoption de la doctrine de la « guerre populaire dans des conditions modernes »**, qui prépare l'APL à des conflits plus courts, localisés et potentiellement hors de ses frontières. La priorité est donnée aux troupes d'élite, bien équipées, entraînées et interopérables. La création de l'Université de défense nationale en 1985 s'inscrit dans cette logique, tout comme l'intensification des exercices interarmées. Ces efforts visent à former une armée capable de conduire des opérations coordonnées entre les forces terrestres, maritimes, aériennes, spéciales et de soutien.

Toutefois, cette professionnalisation soulève un paradoxe : les soldats chinois manquent désormais d'expérience réelle du combat. À la différence de leurs homologues occidentaux, ils n'ont jamais été déployés sur un théâtre actif depuis plusieurs décennies. Pour pallier ce déficit, la légitimité repose donc sur le savoir-faire technique, la discipline et l'aptitude à conduire des opérations complexes, plutôt que sur une expérience de feu. **C'est dans cette logique de montée en compétence que l'APL a massivement investi dans les technologies d'entraînement de nouvelle génération.** Les simulateurs, les environnements immersifs en réalité virtuelle et l'intelligence artificielle permettent désormais de reproduire des

scénarios tactiques sophistiqués, allant des affrontements interarmées à la guerre urbaine. Ils sont devenus des instruments clés d'évaluation et de progression dans les parcours professionnels militaires. Cette approche technologique répond aussi à un impératif stratégique : s'adapter aux standards d'une guerre moderne, hautement numérisée et pilotée par l'information.

Dans cette logique d'ouverture, l'APL a aussi intensifié sa participation à des exercices militaires internationaux, notamment avec ses alliés de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), la Russie, le Pakistan ou encore certains pays africains. Ces exercices, comme les manœuvres conjointes "Peace Mission" ou "Joint Sea"¹⁸, permettent d'élargir le spectre tactique de l'armée chinoise, d'exposer ses troupes à des doctrines variées et de renforcer ses capacités de projection, longtemps limitées. Plus récemment, l'Iran s'est allié aux partenaires de longues dates, Chine et Russie, pour des exercices militaires conjoints dans la région Nord de l'océan Indien.¹⁹ Ces expériences visent également à favoriser l'interopérabilité et à crédibiliser l'APL comme un acteur militaire global.

Par ailleurs, la professionnalisation ne concerne pas seulement le soldat au sol, mais aussi les nouvelles branches issues de la militarisation de l'espace et du cyberspace. La création en 2015 de la Force de soutien stratégique (FSS), depuis remplacée en 2024 par trois entités distinctes (Force cyber, Force aérospatiale et Force de soutien de l'information), illustre **l'importance croissante accordée aux domaines non conventionnels de la guerre moderne**. La FSS avait pour mission initiale d'intégrer les capacités spatiales, cybernétiques, de guerre électronique et de surveillance. Sa division actuelle permet une spécialisation accrue et reflète l'orientation prise par l'APL vers une guerre multi-domaine, où la suprématie informationnelle est un facteur décisif. Cette dynamique s'inscrit dans

¹⁸ Les coopérations militaires et de sécurité dans le partenariat stratégique Russie-Chine, de Isabelle Facon p.449-460, Centre Thucydide (2020).

¹⁹ Tasnim News Agency, "Iran, Russia, China to Hold Joint Naval War Game", le 9 mars 2025, Accessible via: [Iran, Russia, China to Hold Joint Naval War Game - Politics news - Tasnim News Agency](#)

l'adoption progressive du concept de guerre intelligente (*intelligentized warfare*), qui vise à combiner l'intelligence artificielle, le big data, les systèmes autonomes et les réseaux intelligents pour accroître la létalité, la précision et la réactivité des forces armées. Cette doctrine dépasse la simple automatisation ou la numérisation : elle ambitionne de rendre les systèmes de commandement capables d'analyse prédictive et de prise de décision autonome sur le champ de bataille.

Enfin, la stratégie de développement asymétrique reste un pilier doctrinal fondamental. Face à des puissances technologiquement supérieures comme les États-Unis, la Chine mise sur des solutions hybrides et perturbatrices. Cela inclut le brouillage électronique, les attaques informatiques sur les systèmes de commandement et de communication ennemis, ou encore l'utilisation de drones autonomes et de technologies de surveillance avancées. L'APL cherche ainsi à renforcer ses capacités à « désorganiser » l'ennemi, dans une logique où le « faible » triomphe du « fort »²⁰ par l'innovation, la flexibilité et l'imprévisibilité.

UNE MODERNISATION CAPACITAIRE TOUS AZIMUTS

UN COLOSSE MARITIME EN PLEINE ASCENSION

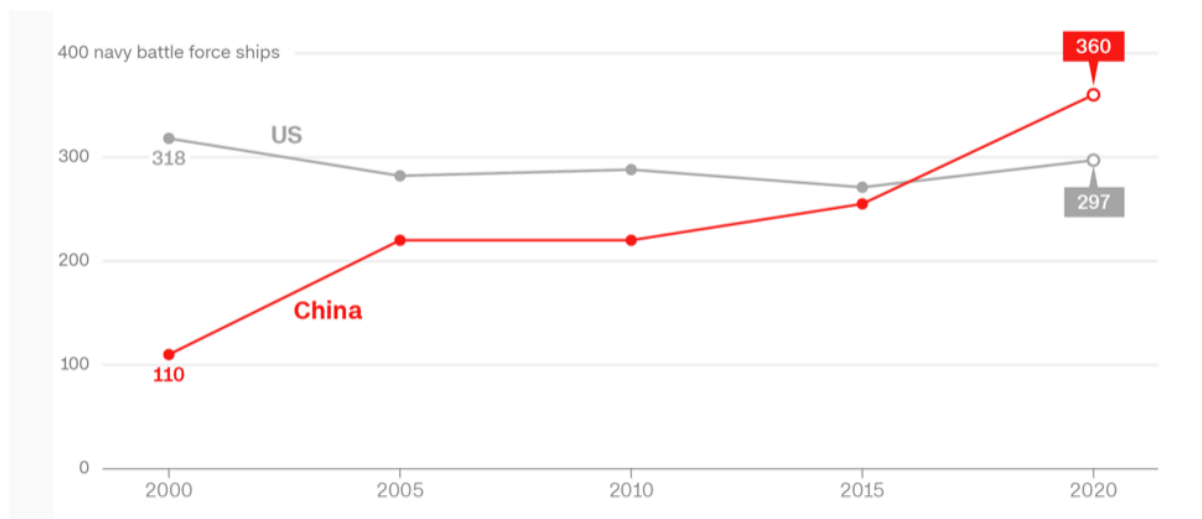
La marine chinoise (ou PLAN, *Peoples Libération Army of Navy*) est aujourd'hui l'un des piliers les plus visibles de l'ambition de puissance de Xi Jinping. Pourtant il y a un quart de siècle, tous les spécialistes s'accordaient à dire que la Chine ne deviendrait jamais un acteur régional à moyen terme. Aujourd'hui, elle est une véritable vitrine de la montée en puissance de la Chine. De nombreuses réformes militaires ont été engagées depuis les années 2010, avec un tournant marqué par **la désignation de la mer comme**

²⁰ You Ji, « Learning and Catching Up: China's Revolution in Military Affairs Initiative », in Emily O. Goldman et Thomas G. Mahnken, éd., *The Information Revolution in Military Affairs in Asia*, New York, Palgrave MacMillan, 2004, p. 97-123

domaine prioritaire de projection militaire²¹. Pour cela, Pékin mise sur l'autonomie technologique. Longtemps dépendante des équipements russes, la Chine a investi à une échelle colossale dans son industrie navale, aujourd'hui quasiment autosuffisante. En moins de deux décennies, le pays est passé d'importateur à constructeur d'élite, capable de produire destroyers, frégates, sous-marins et porte-avions à un rythme effréné : **entre 2002 et 2012, la construction navale chinoise a été multipliée par treize.** En témoignent les trois porte-avions déjà mis à l'eau, dont le *Fujian* (mise en service Novembre 2025), géant de 85 000 tonnes 100 % chinois, deux fois plus massif que le *Charles-de-Gaulle*, et bientôt suivi d'un modèle à propulsion nucléaire.

UNE FLOTTE A VOCATION MONDIALE

La marine chinoise est déjà la plus grande du monde en nombre de navires, avec **plus de 370 unités**, dont 140 bâtiments de premier rang²². À titre de comparaison, l'US Navy en aligne 291, répartis dans plusieurs zones du globe, tandis que la PLAN concentre ses efforts dans la région indopacifique.



23

²¹ Livre blanc : Stratégie militaire chinoise (mai 2015)

²² Annual report to congress of the U.S Department of Defense: Military and security developments involving the People's Republic of China (2024)

²³ Congressional Research Service, by Nahalie Leung (2020)

Cette concentration régionale lui offre une supériorité locale croissante, alors même qu'elle continue d'accélérer la production. En janvier 2025, elle a mis en service la nouvelle frégate Type-054B (6 000 tonnes)²⁴, conçue pour escorter ses futurs groupes aéronavals. **La PLAN devrait atteindre une quasi-parité avec les forces américaines de l'USINDOPACOM en tonnage d'ici 2030**, grâce à une intégration des innovations de plus en plus rapide. Mais bien plus que le nombre, c'est dans la nature « multi mission » de ses navires que repose sa force. Elle sera alors appuyée par cinq porte-avions, quatre porte-hélicoptères et une flotte croissante de destroyers et sous-marins. En parallèle, la Chine développe la nouvelle classe de SNLE (sous-marins nucléaires lanceurs d'engins) Type 096 *Tang*, capables d'embarquer les missiles balistiques JL-3, renforçant ainsi ses capacités de dissuasion nucléaire océanique.

UNE ARMADA HYBRIDE POUR LA ZONE GRISE

La marine chinoise ne se limite pas aux forces régulières. Le pays dispose aussi de deux atouts asymétriques : **une garde-côtière militarisée** — la plus puissante d'Asie — et **une milice maritime civile**, souvent utilisée dans les opérations dites « de zone grise ». Ensemble, ces forces complètent la stratégie d'intimidation dans les mers de Chine orientale et méridionale afin de prendre le contrôle le plus total de la zone maritime revendiquée, la « Nine-Dash Line ».

²⁴ «La nouvelle frégate type 054B rejoint la flotte chinoise », Meta Defense, par Fabrice Wolf, Janvier 2025.



25

Les bâtiments des garde-côtes sont massifs, certains dépassant les 12 000 tonnes, comme le CGG 2901 armé d'un canon de 76 mm. En face, les marines de l'ASEAN paraissent sous-dotées, peinant à défendre leurs ZEE contre les incursions chinoises. Cet ensemble naval composite donne à Pékin une marge de manœuvre étendue : il peut agir sous le seuil du conflit ouvert tout en maintenant une pression constante sur ses voisins.

L'ARMEE DE TERRE (PLAA) : D'UNE FORCE PLETHORIQUE A UNE COMPOSANTE MODERNE ET INTEGREE

Depuis la fondation de l'APL en 1927, l'armée de terre (PLAA) en a été la colonne vertébrale. Pendant des décennies, elle a dominé l'appareil militaire chinois, contrôlant les quatre grands quartiers généraux (état-major, armement, logistique, affaires politiques), et concentrant à elle seule environ 70 % des effectifs totaux. Cette prééminence a longtemps façonné une armée pléthorique, structurée autour d'une infanterie peu mécanisée, peu entraînée, organisée en vastes unités divisionnaires selon le modèle soviétique. Jusque dans les années 1980, sa doctrine reposait encore sur des assauts massifs en vagues humaines soutenus par quelques éléments

²⁵ Annual report to congress of the U.S Department of Defense: Military and security developments involving the People's Republic of China, p.18 (2024)

blindés, une tactique illustrée notamment durant la guerre de Corée. À cette époque, l'essentiel des forces terrestres chinoises reposait sur des moyens limités, et les scénarios défensifs intégraient un emploi massif de forces paramilitaires en cas de conflit.

La guerre sino-vietnamienne de 1979 a été un choc stratégique révélateur. La confrontation avec une armée vietnamienne aguerrie a mis à nu les lacunes de l'organisation, de l'équipement et du commandement chinois. **À partir des années 1980, les autorités militaires ont engagé une réforme en profondeur de l'armée de terre**, réduisant les effectifs, restructurant le commandement, et créant des noyaux de troupes sélectionnées mieux équipées et entraînées. Ces « troupes de réaction rapide » ont capté la majorité des financements et des équipements modernes, produits par le complexe militaro-industriel national, notamment NORINCO, ou achetés à la Russie. Ces unités bénéficient de moyens mobiles comme des hélicoptères, de l'artillerie moderne, des missiles sol-air, des systèmes de commandement, de communication et de renseignement (C4ISR), et sont conçues pour mener des opérations combinées terrestres, aériennes et navales.²⁶

La réforme structurelle initiée à partir de 2015 s'est traduite par une réduction de 300 000 hommes – principalement dans la PLAA – et la dissolution des quatre anciens quartiers généraux, remplacés par quinze commissions directement subordonnées à la Commission militaire centrale (voir les schémas ci-dessus page 12-13). Cette réforme s'est accompagnée d'un changement doctrinal : **la priorité stratégique du pays s'oriente désormais vers la mer, le cyberspace, l'espace et la dissuasion nucléaire**, au détriment relatif de la composante terrestre. Néanmoins, la PLAA conserve une place déterminante dans la structure de l'APL, comme en témoignent les nominations : trois des cinq commandements de théâtre créés depuis 2016 sont dirigés par des officiers issus de l'armée de terre.

²⁶ « Grandeur et servitudes de l'Armée populaire de libération ? », par Didier Roch, Outre-Mer 2006/2 n°15, p.105 à 135.



Carte des unités terrestres au sol sur le territoire chinois

La réorganisation des forces terrestres s'est accompagnée d'un effort de professionnalisation et de modernisation. Aujourd'hui, la PLAA aligne environ **965 000 personnels d'active**²⁸ répartis entre cinq commandements de théâtre, le district militaire du Xinjiang et celui du Tibet. Elle repose sur **13 groupements d'armées**, chacun structuré autour de brigades interarmes, qui constituent l'unité de manœuvre principale. Ces brigades sont de trois types : légères (infanterie motorisée, haute mobilité, assaut aérien, montagne), moyennes (véhicules blindés à roues), et lourdes (blindés chenillés, parfois amphibies), avec un effectif variant entre 4 500 et 5 000 soldats. À cela s'ajoutent, pour chaque groupement, six brigades spécialisées : artillerie, défense aérienne, aviation, forces spéciales, génie chimique, et logistique. Dans les zones sensibles (Xinjiang, Tibet, Hong Kong, Pékin), des unités non standardisées persistent, parfois au format divisionnaire.

²⁷ Annual report to congress of the U.S Department of Defense: Military and security developments involving the People's Republic of China (2024)

²⁸ Idem

Sur le plan opérationnel, la PLAA développe sa capacité de frappe longue portée et de guerre interarmées. Lors des crises avec Taïwan, notamment en août 2022 et en avril 2023, l'armée de terre a démontré l'usage intégré de ses lance-roquettes modulaire PCH-191, capables de tirer des roquettes courte portée de 300 mm comme des missiles tactiques longue portée (750mm). Ces systèmes ont été mobilisés dans le cadre de l'exercice **Joint Sword**, en réponse à la rencontre entre la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen et le président de la Chambre des représentants des États-Unis. Ces manœuvres illustrent la capacité de l'APL à coordonner ses composantes terrestres, navales et aériennes dans un blocus simulé autour de Taïwan, confirmée à nouveau en avril 2025 par un encerclement stratégique combiné de l'île.²⁹

Parallèlement, la PLAA développe ses capacités spéciales et aéroportées. Ses **15 brigades de forces spéciales** sont dédiées aux opérations de reconnaissance, de sabotage, de harcèlement, de frappe de précision et de guidage d'armement. Elles bénéficient de moyens modernes (fusils QBZ-191³⁰, véhicules blindés CSK) et s'entraînent régulièrement à des scénarios d'opérations aéroportées, d'insertion par hélicoptère ou de combat en milieu maritime. Les brigades d'assaut aérien sont devenues des unités pivots dans la doctrine d'opération tridimensionnelle, capables d'agir comme forces principales dans une campagne ou comme soutien à une opération conjointe plus vaste.

Enfin, **la PLAA continue à investir dans la guerre électronique et la défense anti-aérienne de théâtre**. Face à l'émergence de menaces comme les drones, les munitions rôdeuses ou les systèmes de surveillance avancée, l'armée de terre développe une panoplie de moyens : systèmes d'artillerie mobile hybrides, petits équipements de guerre électronique, missiles

²⁹ « Taïwan : la Chine mène des exercices militaires afin de simuler un blocus de l'île et de s'entraîner à des frappes de précision », Le Monde, 1er avril 2025. Disponible via : [Taïwan : la Chine mène des exercices militaires afin de simuler un blocus de l'île et de s'entraîner à des « frappes de précision »](#)

³⁰ « La Chine équipe ses forces spéciales d'un nouveau fusil d'assaut à canon court QBZ-192 », Top War, 18 août 2023. Disponible via : [La Chine équipe ses forces spéciales d'un nouveau fusil d'assaut à canon court QBZ-192](#)

portables (MANPADS), système de barrage à projectiles (Bullet Curtain³¹), systèmes laser (OW5³², LY-1). L'objectif est de constituer un bouclier tactique adapté aux nouvelles formes de guerre, tout en assurant une capacité de déni d'accès cohérente avec la stratégie A2/AD³³ adoptée par la Chine dans son environnement régional.

L'ARMÉE DE L'AIR (PLAAF)

Depuis le début des années 2000, la force aérienne de l'Armée populaire de libération (PLAAF) connaît une transformation technologique et doctrinale spectaculaire. Ce mouvement, amorcé grâce aux importations massives d'armement russe – notamment dans le domaine des moteurs et des chasseurs – s'est progressivement tourné vers une production nationale autonome, dans une logique d'ascension technologique et d'indépendance industrielle. Aujourd'hui, **la PLAAF dispose de plus de 3 000 aéronefs, dont environ 2 400 appareils de combat**³⁴. Elle s'impose comme la troisième force aérienne au monde et la plus puissante de la région indopacifique, avec une palette de capacités couvrant tous les domaines de l'action aérienne.

Le passage d'une flotte dominée par des avions obsolètes d'origine soviétique à une aviation de 4e et 5e générations illustre cette mutation. Le chasseur furtif **J-20**, produit en série, représente la vitrine technologique de cette montée en gamme. Doté de capacités furtives, de missiles longue portée et d'une électronique embarquée de dernière génération, il vise à concurrencer les F-22 et F-35 américains. Parallèlement, la Chine développe le **J-31/J-35**, un chasseur de nouvelle génération susceptible d'être embarqué sur ses porte-avions, et même un prototype **d'avion de 6e**

³¹ « Chinese weapons giant develops anti-drone barrage system to counter wartime swarm tactics », My News, par Liu Zhen 11 Avril 2025.

³² « Chine : un laser mobile de 50kw pour intercepter les drones », Avion de chasse, 21 juillet 2025.

³³ Ensemble de capacités militaires permettant d'empêcher un adversaire de pénétrer dans une zone spécifique (anti-accès) et d'y limiter sa liberté d'action (déni de zone).

³⁴ Annual report to congress of the U.S Department of Defense: Military and security developments involving the People's Republic of China (2024).

génération, le J-36, affichant des caractéristiques futuristes telles que l'intelligence artificielle embarquée, une interconnectivité poussée et une propulsion à trois moteurs. Ce virage montre que Pékin cherche désormais à innover plutôt qu'à copier, rompant avec sa stratégie industrielle passée.



Le J-36, avion de combat chinois de 6^{ème} génération

La modernisation de la PLAAF ne se limite pas aux plateformes : elle concerne également sa structure organisationnelle, sa doctrine et sa préparation opérationnelle. Dans le sillage des réformes plus larges de l'APL, l'armée de l'air a abandonné une structure héritée de la Guerre froide, fondée sur de lourdes divisions, au profit de brigades aériennes plus agiles, permettant une meilleure flexibilité tactique. **Cette évolution vise à favoriser des capacités de projection rapides et à développer des unités spécialisées**, notamment en soutien à la diplomatie militaire³⁵. Elle est ainsi organisée en cinq forces aériennes de commandement de théâtre, chacune intégrant des bases, brigades, unités de radar, de guerre électronique et de défense sol-air. Par ailleurs, la fusion progressive des fonctions aériennes de la Marine chinoise (PLAN Aviation) avec la PLAAF, amorcée depuis 2023, témoigne d'une volonté d'intégration interarmées croissante. Ce mouvement permettra à terme un meilleur contrôle des systèmes de défense aérienne intégrés, ainsi qu'une gestion unifiée de la couverture radar sur l'ensemble du territoire chinois.

³⁵ Zhang Xiaoming : « Chinese air power », in John Andreas Olsen (ed.), *Routledge Handbook of Air Power*, Routledge, 2018, p. 308.

Malgré cette modernisation rapide, **la PLAAF continue de souffrir de faiblesses structurelles, notamment dans le domaine de la motorisation.**

La Chine reste largement dépendante des transferts technologiques russes pour les moteurs à réaction de haute performance. Les motoristes chinois peinent à développer des moteurs de chasseurs fiables et performants comme le WS-15, ce qui limite encore les performances du J-20 et retarde les ambitions d'autonomie industrielle complète. Le ravitaillement en vol constitue une autre faiblesse. La flotte de ravitailleurs reste limitée ce qui bride les capacités de projection à longue distance. Cette lacune est d'autant plus critique que Pékin ambitionne de s'affirmer comme puissance aérienne globale.

Enfin, si la Chine a mis en place un système de défense aérienne intégré (IADS) parmi les plus avancés au monde, la formation des personnels reste en deçà des standards occidentaux³⁶. Les exercices "en conditions réelles" sont encore récents, et les pilotes manquent souvent d'expérience opérationnelle : en effet, le temps de vol consacré à des missions de surveillance de la zone d'identification aérienne (ADIZ) en mer de Chine de l'Est depuis 2013 empiète sur le temps d'entraînement au combat réel.³⁷ Les démonstrations lors du salon aérien de Zhuhai en novembre 2024, comme la présentation du système anti-drone FK-4000 à micro-ondes³⁸, ou encore la démonstration en vol de prototypes furtifs³⁹, traduisent la volonté de la

³⁶ « Training the People's Liberation Army Air Force Surface-to-Air Missile (SAM) Forces », RAND, 2016.

³⁷ Kenneth Allen et Jana Allen : « The Chinese air force and Chinese security », in Lowell Dittmer and Maochun Yu (eds.), *Routledge Handbook of Chinese Security*, 2017, p. 275-305.

³⁸ « La Chine dévoile une nouvelle arme particulièrement avancée qui laisse les Etats-Unis sans voix avec la capacité de neutraliser des drones à plus de 3 km », Guillaume Aigron, Secret Défense (novembre 2024). Disponible via : [La Chine dévoile une nouvelle arme particulièrement avancée qui laisse les Etats-Unis sans voix avec la capacité de neutraliser des drones à plus de 3 km](#)

³⁹ « Pendant que Trump révèle un F-47 imaginaire, la Chine fait voler son bombardier furtif de 6e génération devant les caméras ! », par Sylvain Biget, Futura Sciences (avril 2025). Disponible via : [Pendant que Trump révèle un F-47 imaginaire, la Chine fait voler son bombardier furtif de 6e génération devant les caméras !](#)

Chine de prendre l'ascendant technologique face aux États-Unis, notamment dans les secteurs émergents comme l'intelligence artificielle militaire, les drones autonomes en essaim, la guerre électronique et les capacités antisatellites.

Enfin, **la Chine mise sur sa position dominante dans la production de drones civils et militaires à bas coût**, combinant masse et saturation pour compenser un éventuel écart technologique avec les forces occidentales. Dans ce domaine, le nombre supplante désormais la sophistication notamment dans des scénarios de conflit asymétrique, comme nous le prouve la guerre des drones « low-cost » sur le front russo-ukrainien. Ainsi, la prolifération des UAVs armés pourrait offrir à la Chine un levier décisif.

LA PLARF : FORCES DES FUSEES DE L'APL

Depuis sa création en 2015 comme branche indépendante des forces armées chinoises, la PLARF est au cœur du projet de puissance stratégique de Pékin. Héritière de la « 2nd Artillery Corps », elle est chargée de l'organisation, de l'équipement et de la formation des forces de missiles nucléaires et conventionnels terrestres. Sa montée en puissance illustre la volonté de la Chine de bâtir une force de frappe autonome, réactive, et technologiquement avancée, capable de dissuader ou neutraliser toute tentative de pression militaire extérieure.

Sur le plan conventionnel, **la PLARF dispose d'un arsenal très diversifié de missiles à courte, moyenne et longue portée, complété par des missiles de croisière**. Elle aligne notamment le DF-15 (725–850 km), le DF-11 (600 km), ou encore le DF-16, tous mobiles et à courte portée. À l'échelle régionale, le DF-21D, souvent qualifié de « tueur de porte-avions », permet des frappes précises contre des navires en mouvement jusqu'à 1 500 km, tandis que le **DF-26**, missile à portée intermédiaire (3 000–4 000 km), est **multi-rôle** : il peut embarquer une ogive nucléaire ou conventionnelle, et viser aussi bien des cibles terrestres que navales, jusqu'à Guam.

THE PRC'S ROCKET FORCE			
System	Launchers	Missiles	Estimated Range
ICBM	550	400	>5,500 km
IRBM	250	500	3,000 km–5,500 km
MRBM	300	1,300	1,000 km–3,000 km
SRBM	300	900	300 km–1,000 km
GLCM	150	400	>1,500 km

40

Le missile DF-17, quant à lui, est la vitrine technologique de cette nouvelle génération : équipé d'un véhicule planant hypersonique (HGV), il suit une trajectoire non balistique, rendant sa détection et son interception extrêmement difficiles. Ce système est conçu pour contourner les défenses antimissiles avancées, et frappe rapidement des cibles fixes ou mobiles dans la première chaîne d'îles et au-delà.

La capacité à frapper à longue portée des cibles mobiles ou fortement défendues, combinée à une doctrine d'emploi de plus en plus intégrée entre les différentes branches des forces armées, donne à la Chine une réelle capacité de paralysie opérationnelle de l'adversaire dès les premières heures d'un conflit. Les exercices conjoints menés depuis 2020, tels que *Joint Sword*, démontrent une coordination croissante entre missiles, avions, navires et drones dans des scénarios de guerre multi-domaines.

Cette force conventionnelle est également renforcée par l'apparition de missiles balistiques à très longue portée conventionnels : Pékin pourrait développer des ICBM non nucléaires capables de frapper des cibles en Alaska, à Hawaï, voire sur le continent américain, ouvrant la voie à une dissuasion conventionnelle intercontinentale.

⁴⁰ Annual report to congress of the U.S Department of Defense: Military and security developments involving the People's Republic of China (2024).

La PLARF est au cœur de la transformation de la posture nucléaire chinoise, qui tend vers une triade plus crédible, diversifiée et survivable.

Longtemps fondée sur une dissuasion minimale, la Chine évolue vers une capacité de seconde frappe renforcée, capable de résister à une attaque et de riposter massivement. La construction de plus de 300 silos pour ICBM témoigne d'un effort massif pour accroître le volume, la dispersion et la résilience de ses forces nucléaires. Cette capacité est complétée par des vecteurs mobiles (camions, bientôt trains) et technologiquement avancés (missiles à têtes multiples, trajectoires imprévisibles, hypersoniques).

La montée en puissance de la PLARF repose aussi sur une structure robuste et intégrée : elle aligne plus de 40 brigades réparties sur tout le territoire, appuyées par des bases logistiques, des centres de formation, et des installations de gestion des têtes nucléaires. Cette structuration facilite une intégration opérationnelle interarmées, indispensable à la doctrine « guerre intelligente » promue par Xi Jinping. En cas de conflit, les forces conventionnelles de la PLARF peuvent être placées sous contrôle des commandements de théâtre, tandis que l'arme nucléaire reste sous l'autorité directe du pouvoir central (CMC). Enfin, la PLARF bénéficie d'un écosystème civilo-militaire performant, où les grandes entreprises et laboratoires civils contribuent activement au développement de vecteurs, systèmes de guidage, ou technologies de rupture. La Chine vise clairement à hisser sa force balistique au niveau des grandes puissances nucléaires.

LA GUERRE INFORMATIONNELLE ET LE CYBERESPACE COMME THEATRE STRATEGIQUE

L'EVOLUTION STRUCTURELLE DE LA GUERRE DE L'INFORMATION

Depuis la mise en place des grandes réformes militaires de 2015, la République populaire de Chine n'a cessé de réorganiser les structures de commandement pour mieux répondre aux exigences d'une guerre

moderne, multi-domaine, intégrée et technologiquement avancée. L'une des pièces maîtresses de cette réforme avait été la création de la *Strategic Support Force*, entité chargée de centraliser les opérations spatiales, cybernétiques, électroniques et psychologiques à un niveau équivalent à celui d'un commandement de théâtre. Cependant, cette force n'a duré que huit ans : le 19 avril 2024, Pékin a officiellement annoncé sa dissolution, marquant une nouvelle étape cruciale dans l'évolution doctrinale et organisationnelle de l'APL.

Cette annonce sans explications a surpris les observateurs. Pourtant, plusieurs indices permettent de mieux comprendre cette décision. Bien que la SSF ait été pensée comme un pilier de la guerre de l'information intégrée, sa structure organisationnelle s'est révélée dysfonctionnelle, limitant son efficacité opérationnelle dans un contexte où la synergie interarmes est devenue essentielle. Des critiques internes ont pointé des problèmes de coordination, de commandement et de lenteur dans la mise en œuvre de capacités critiques en matière d'opérations conjointes. La chute en disgrâce de certains de ses dirigeants, à l'instar du général Ju Qiansheng, limogé en 2023 — probablement à la suite de sa gestion du fiasco du ballon stratosphérique en février 2023⁴¹ —, confirme un manque de confiance croissant de la hiérarchie.

Dans la foulée de la dissolution de la SSF, la Chine a mis en place les quatre *forces de service de niveau armée de théâtre* dont nous avons précédemment parlé, et de quatre *forces de service de niveau sous-théâtre*, désignées comme des « bras armés » : la *Aerospace Force* (ASF), la *Cyberspace Force* (CSF), la *Joint Logistic Support Force* (JLSF) et surtout, la nouvelle *Information Support Force* (ISF), créée pour coordonner l'ensemble des systèmes de communication et d'information des armées chinoises.

⁴¹ « Ballon espion chinois : un fiasco aux dangereuses conséquences ? », par Pierre-Antoine Donnet, *Asialyst*, 9 février 2023. Disponible via : [Ballon espion chinois : un fiasco aux dangereuses conséquences ? - Asialyst](#)

La *Cyberspace Force* reprend à son compte l'ensemble des missions liées à la guerre de l'information : guerre cybernétique, guerre électronique, reconnaissance technique, guerre psychologique, ainsi que **la doctrine des Trois Guerres⁴² : guerre psychologique, guerre de l'opinion publique, et guerre juridique**. La CSF dispose de cinq bases régionales de reconnaissance technique, de plusieurs bureaux de renseignement électromagnétique et d'instituts de recherche. Ces structures permettent à la CSF de fournir un soutien en renseignement opérationnel aux commandements de théâtre, en construisant une image tactique commune grâce à une collecte de signaux multicanaux. Cette force est essentielle dans l'exécution de missions psychologiques, domaine dans lequel elle est, à ce jour, la seule composante de l'APL identifiée comme opératrice. Cette centralisation de la guerre de l'information psychologique traduit l'importance que Pékin accorde à la maîtrise du narratif dans les conflits modernes, en temps de guerre comme en temps de paix.

La fin de la SSF marque un tournant stratégique : loin d'annoncer un retrait du domaine informationnel, elle symbolise une rationalisation organisationnelle visant à mieux intégrer les fonctions critiques de la guerre multi-domaine. En répartissant les missions entre la CSF (guerre de l'information), l'ASF (espace) et la nouvelle ISF (réseaux et communication), la Chine adapte son architecture militaire à une guerre future où le contrôle de l'information, des systèmes, et de l'espace sera aussi décisif que la force de frappe cinétique. Ce recentrage autour de commandements plus spécialisés, placés directement sous l'autorité de la CMC, vise à améliorer la réactivité, l'interopérabilité et la performance opérationnelle de l'APL dans un environnement international de plus en plus conflictuel.

LA GUERRE DE L'INFORMATION : PILIER DE LA STRATEGIE CHINOISE POUR MODELER UN ORDRE MONDIAL AUTORITAIRE

Depuis la fin de la guerre froide, le monde a basculé dans une ère de confrontation diffuse et permanente : la guerre de l'information. Celle-ci ne

⁴² Explication du concept p.40

se joue plus sur les champs de bataille traditionnels, mais dans l'espace numérique et médiatique, où la frontière entre l'état de guerre et l'état de paix, le vrai et le faux, ou encore le civil et le militaire devient floue. **La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens**⁴³ ; et aujourd'hui, elle passe par les flux d'informations, la manipulation des perceptions et l'atteinte à la légitimité des régimes démocratiques. Les régimes autoritaires, et en particulier la Chine, ont fait de cette guerre cognitive un axe stratégique majeur pour affaiblir leurs adversaires sans confrontation directe, en réussissant à retourner les forces et les outils de la démocratie contre la démocratie elle-même. **Parce que nos sociétés ouvertes reposent sur la liberté d'expression, les débats pluralistes ainsi que les libres productions et circulation de l'information, elles sont davantage exposées à l'ingérence informationnelle** que celle de nos adversaires. La Chine l'a bien compris et exploite cette vulnérabilité en retournant contre les démocraties les outils mêmes de leur fonctionnement. Si sa stratégie est moins visible que celle de la Russie, elle n'en est pas moins redoutable. Chaque année, le RPC consacre des milliards de dollars en vue de remodeler l'environnement mondial de l'information, via la propagande, la désinformation mais aussi la censure.⁴⁴

La guerre informationnelle menée par la Chine ne s'arrête pas à la diffusion de récits favorables à ses intérêts. Elle s'accompagne de l'exportation active de ses normes numériques autoritaires. Des technologies de surveillance, de reconnaissance faciale et de censure sont implantées en Afrique, en Asie et en Amérique latine. **Ce phénomène favorise l'émergence d'un écosystème global où l'information est contrôlée, les libertés restreintes, et les oppositions muselées.** La diplomatie américaine va par ailleurs jusqu'à qualifier cette stratégie de « menace systémique pour la liberté d'expression et l'intégrité de l'espace informationnel mondial ». La Chine s'appuie sur son large réseau d'espionnage, le plus grand au monde regroupant des dizaines

⁴³ Citation tirée de « De la guerre », Clausewitz (1818-1830)

⁴⁴ Global engagement center, "How the People's Republic of China seeks to reshape the global information environment", 28 septembre 2023

de milliers d'agents chargé d'éradiquer toute menace pour la sécurité nationale chinoise.

Sous Xi Jinping, la guerre de l'information est devenue un pilier central de la stratégie de puissance chinoise. Dans cette optique, la guerre de l'information est définie comme **la lutte pour dominer la production, la diffusion et la réception des informations afin de soutenir les objectifs stratégiques de la Chine** tout en affaiblissant ceux de ses adversaires. Il ne s'agit plus seulement de combattre sur les terrains militaires ou économiques, mais de contrôler les perceptions, les récits, et les normes internationales. La pensée stratégique chinoise contemporaine repose notamment sur le concept des « trois guerres » dont nous avons parlé ultérieurement, formalisé par l'Armée populaire de libération (APL) dès les années 2000 :

- **La guerre psychologique**, qui vise à influencer la prise de décision des élites et à démoraliser l'ennemi, tant sur le plan militaire que civil, à travers la pression diplomatique, la désinformation et les menaces indirectes.
- **La guerre de l'opinion publique**, qui cherche à contrôler les récits médiatiques domestiques et internationaux, à travers la manipulation de l'information, la censure, le cinéma, les réseaux sociaux, et l'entrisme dans les rédactions ou les milieux culturels étrangers.
- **La guerre juridique (lawfare)**, qui consiste à instrumentaliser les règles et institutions juridiques internationales ou nationales pour légitimer les actions de la Chine et délégitimer celles de ses adversaires. Cela inclut par exemple l'exploitation du droit international maritime pour justifier ses revendications en mer de Chine méridionale.

Ces trois dimensions forment une stratégie hybride, fondée sur la continuité historique entre l'art de la guerre de Sun Tzu, les principes léninistes d'agit-prop (agitation et propagande), et les leçons tirées des conflits modernes comme la guerre en Irak. **Pour les stratégies chinois, la victoire ne passe**

pas nécessairement par le conflit ouvert : le but est de neutraliser l'adversaire sans avoir à le combattre, en le divisant, en le désorientant, et en sapant sa légitimité de l'intérieur.

LE CYBERESPACE : CHAMP DE BATAILLE CENTRAL D'UNE GUERRE COGNITIVE GLOBALISEE

Derrière cette guerre de l'information se profile une ambition plus vaste : la conquête du champ cognitif. La guerre cognitive représente l'aboutissement le plus sophistiqué de la guerre de l'information. Dans la pensée stratégique chinoise contemporaine, elle désigne le processus par lequel un acteur vise à capturer, modeler, perturber ou contrôler les capacités de perception, de jugement et de décision de l'ennemi. Il ne s'agit plus uniquement de diffuser une information, mais de façonner l'environnement mental et émotionnel des populations et des décideurs adverses, afin d'influencer leurs comportements sans recourir à la force : l'esprit humain est devenu le théâtre de l'affrontement stratégique⁴⁵.

Cette évolution se reflète dans la doctrine militaire officielle. En 2019, la Chine introduit une nouvelle notion stratégique : la « guerre intelligentisée »⁴⁶, qui s'ajoute à la guerre informatisée. Celle-ci repose sur quatre piliers fondamentaux :

- Des **capacités de traitement massif de l'information**, notamment grâce à l'intelligence artificielle ;
- Une **prise de décision accélérée**, pour surpasser les chaînes de commandement classiques ;
- **L'essaimage** de contenus ciblés à grande échelle, afin de saturer l'attention de l'adversaire ;
- Et surtout, la **guerre cognitive**, cœur de cette stratégie, qui vise à manipuler directement les représentations mentales des individus et des sociétés.

⁴⁵ Koichiro Takagi « The future of China's cognitive warfare: lessons from the war in Ukraine », War on the rocks, 22 juillet 2022.

⁴⁶ «China's 2019 National Defense White Paper and Intelligent Warfare» de Masaaki Yatsuzuka, China Division, Regional Studies Department, Octobre 2019.

Ce basculement technologique s'appuie sur l'exploitation de vastes bases de données, issues à la fois de la surveillance domestique et de l'accès croissant aux données mondiales. Cette capacité permet à la Chine de **personnaliser ses campagnes d'influence à une échelle inédite**, en identifiant les failles psychologiques, les vulnérabilités sociales ou les clivages politiques à exploiter.

Cette guerre cognitive se manifeste concrètement dans plusieurs contextes. À Taïwan, véritable laboratoire d'expérimentation, la Chine mène des campagnes de désinformation systématiques destinées à affaiblir la confiance dans les institutions démocratiques, à attiser les divisions internes et à saper la légitimité du gouvernement⁴⁷. Ces opérations visent à habituer les populations à un environnement informationnel saturé de doutes, de récits contradictoires et de messages pro-chinois, dans l'objectif de désarmer mentalement l'adversaire avant toute confrontation.

L'un des outils les plus puissants de cette stratégie est l'utilisation des plateformes numériques, dont *TikTok*, version internationale de *Douyin*, constitue l'exemple emblématique. Si les contenus diffusés en Chine sont strictement contrôlés, ceux destinés aux publics étrangers véhiculent souvent des messages violents, sexualisés ou déstabilisants, et favorisent la désinformation. Cette asymétrie informationnelle permet de cibler les jeunes générations occidentales et d'altérer leur perception du monde. *TikTok* participe aussi à l'amplification des narratifs russes sur l'Ukraine, montrant la convergence sino-russe dans la guerre de l'information. Le régime de Xi Jinping considère donc les plateformes numériques comme à la fois **des menaces potentielles à la stabilité** et **des instruments puissants de domination mentale**.

Enfin, la guerre cognitive repose aussi sur une **stratégie globale de normalisation du discours chinois**, via la diplomatie publique parfois

⁴⁷ A. Bastian « China is stepping up its information war on taiwan », Foreign Policy, 2 août 2022.

virulente⁴⁸, les instituts Confucius, les médias occidentaux⁴⁹, et des campagnes d'influence dans les milieux intellectuels, économiques et politiques. Cette guerre des récits contribue à redéfinir ce qui est considéré comme vrai, légitime ou souhaitable dans l'espace public mondial. En jouant sur la confusion informationnelle et l'érosion des critères de vérité, la Chine aspire à construire un environnement cognitif favorable à ses ambitions stratégiques, dans lequel l'Occident perd progressivement sa capacité à imposer ses normes et ses récits.⁵⁰

⁴⁸ Nathalie Loiseau, la guerre que l'on ne voit pas venir, p62.

⁴⁹ Hervé Liffra, Christophe Nobili, « Les lucratives chinoiseries du quotidien L'Opinion », Le Canard enchaîné, 2 décembre 2021.

⁵⁰ The global risk report 2024: 19th edition, World economic forum, 2024, p.8.

QUELLES AMBITIONS GÉOPOLITIQUES DERRIÈRE CETTE MUTATION MILITAIRE ?

SECURISER LE TERRITOIRE CHINOIS

La sécurisation du territoire est l'un des piliers centraux de la stratégie militaire et géopolitique de la Chine contemporaine. À mesure que la Chine cherche à s'imposer comme puissance globale, Pékin considère que la stabilité de son espace national, terrestre comme maritime, est une condition préalable indispensable à toute projection de puissance. Cette politique s'appuie sur une doctrine défensive structurée, mais elle s'inscrit également dans une logique de conquête rampante des zones frontalières et contestées, où la distinction entre sécurité nationale, expansion géopolitique et affirmation de souveraineté devient de plus en plus floue.

DEFENDRE LE CŒUR STRATEGIQUE : SECURISER LE LITTORAL ET LES ZONES FRONTALIERES

L'approche chinoise repose en grande partie sur la sécurisation du « cœur » national, une forme contemporaine du **Heartland**⁵¹ : un espace stratégique combinant à la fois la densité démographique, l'activité économique et les infrastructures vitales. Or, dans le cas chinois, ce cœur se situe sur le littoral oriental, zone vulnérable face à un éventuel conflit avec Taïwan ou une intervention militaire étrangère, notamment américaine. Pour s'en protéger, la Chine poursuit une stratégie de défense active, que nous avons précédemment expliquée, et plus particulièrement de défense des frontières pour empêcher toute violation de son intégrité nationale. En effet, la Chine y consacre une part importante de son budget militaire, en mobilisant **la moitié des unités d'infanterie et blindées** et en y affectant

⁵¹ The Geographical Pivot of History, John Mackinder (1904).

environ **225 000 soldats et gardes-frontières**⁵² à la surveillance des lignes frontières, notamment avec l'Inde, le Bhoutan, le Népal, et les zones sensibles du Xinjiang et du Tibet. Le maintien de forces légères directement sur les frontières, soutenues par des unités plus lourdes positionnées en profondeur, permet à Pékin de réagir rapidement tout en conservant une posture défensive visible. Toutefois, cette défense s'accompagne de politiques civiles et infrastructurelles qui visent à fixer la présence chinoise dans les zones disputées, à l'image des villages frontières implantés dans l'Himalaya.

Au-delà d'une simple surveillance de ses frontières, l'empire du milieu mène depuis 2017 une politique de colonisation intérieure dans ses régions frontalières, en installant des villages artificiels peuplés de civils subventionnés. Cette stratégie, qualifiée de « Grande Muraille des villages »⁵³, s'est intensifiée notamment dans les zones de haute altitude du plateau tibétain et le long des frontières avec l'Inde. Ces implantations, officiellement civiles, jouent un double rôle : renforcer la présence administrative et sociale de l'État, tout en affirmant la souveraineté territoriale dans les régions contestées. Les résidents reçoivent des aides financières importantes (jusqu'à 20 000 yuans/an, plus des primes pour les patrouilles), mais vivent dans une forte dépendance de l'État, souvent dans des environnements dépourvus d'activités économiques ou religieuses traditionnelles. Cette politique s'accompagne d'une forme d'ingénierie sociale, visant à sédentariser les nomades tibétains, effaçant les marqueurs culturels pour les remplacer par une présence idéologique et administrative chinoise. Cette tactique, qui repose sur des méthodes indirectes et civiles, évoque une militarisation sourde, conçue pour **éviter les confrontations militaires ouvertes** tout en modifiant progressivement la réalité territoriale sur le terrain. Elle reproduit, dans l'espace terrestre, la même logique que celle employée en mer de Chine méridionale.

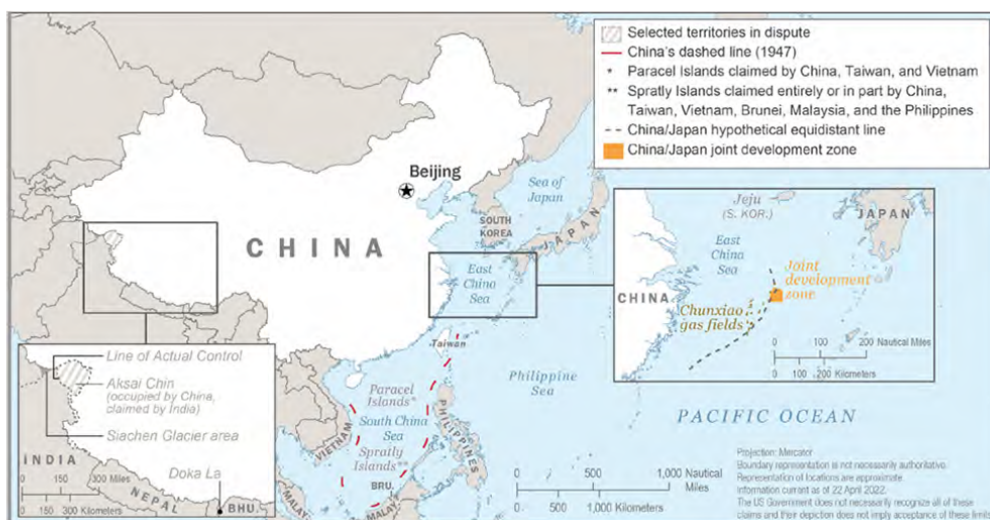
⁵² « The Strategic Postures of China and India: A Visual Guide », Belfer Center, Mars 2020.

⁵³ « La Chine construit une grande "muraille" de villages le long de ses frontières contestées », par Benjamin Laurent, Geo, 19 août 2024. Disponible via : [La Chine construit une grande "muraille" de villages le long de ses frontières contestées - Geo.fr](#)

LA SECURISATION MARITIME : VERS UNE MILITARISATION PROGRESSIVE DES MERS PROCHES

La façade maritime constitue l'autre pilier de cette stratégie de sécurisation territoriale. Dès la fin des années 1970, Deng Xiaoping prônait la renaissance de la Chine en tant que puissance maritime, afin de défendre ses intérêts économiques dans un contexte de mondialisation. Cette ambition s'est traduite par la formulation d'une doctrine de « défense active des mers proches », qui consiste à établir une présence dominante dans les zones maritimes voisines. La mer de Chine méridionale en est le théâtre principal. Loin d'un affrontement militaire classique, la Chine y applique une stratégie dite de tactiques de « zone grise », Cela inclut :

- La **construction d'îles artificielles** sur des récifs et atolls, parfois en contradiction avec le droit international (ex. l'arrêt de la Cour permanente d'arbitrage de 2016),
- Le **renforcement militaire** de ces îlots avec radars, pistes aériennes, garnisons, etc.,
- L'utilisation d'une **milice maritime** composée de bateaux de pêche civils mais sous contrôle militaire, destinée à intimider ou bloquer les navires étrangers sans déclencher d'affrontement formel.



54

⁵⁴ Annual report to congress of the U.S Department of Defense: Military and security developments involving the People's Republic of China (2024)

Ces actions permettent à Pékin de renforcer ses revendications territoriales tout en testant les limites de la réponse internationale. Elles s'inscrivent dans une stratégie plus large d'expansion discrète, difficilement identifiable comme hostile, mais néanmoins profondément révisionniste dans l'ordre régional.

La sécurisation du territoire chinois, qu'il s'agisse de ses frontières terrestres ou de ses mers proches, dépasse la simple logique défensive : elle est le socle de l'expansion stratégique de la Chine. Elle permet d'ancrer la souveraineté chinoise dans des espaces disputés, d'entraver toute tentative d'intervention extérieure, et de poser les bases d'une influence régionale élargie. À travers une militarisation subtile, une ingénierie sociale efficace et des tactiques hybrides, Pékin transforme la sécurisation de ses marges en instrument actif de sa montée en puissance géopolitique.

LE CAS DE TAIWAN

Depuis la guerre civile chinoise et la fuite du Kuomintang à Taïwan en 1949, Pékin n'a jamais renoncé à l'intégration de l'île, qu'elle considère comme une province rebelle. Le principe de « *Une seule Chine* », formalisé dans la doctrine officielle de la RPC, constitue un fondement idéologique de l'unité nationale, comparable à la souveraineté sur le Tibet ou le Xinjiang. Le président Xi Jinping a plusieurs fois affirmé que la « réunification » de Taïwan devait avoir lieu avant 2049, date du centenaire de la RPC, et ce, par tous les moyens nécessaires, y compris militaires. Mais loin d'un assaut frontal immédiat, **Pékin privilégie aujourd'hui une stratégie d'érosion progressive de la souveraineté taïwanaise**, mêlant pressions économiques, encerclement militaire, guerre de l'information, cyberattaques et intimidation psychologique. Cette approche vise à affaiblir la résilience intérieure de Taïwan tout en évitant une intervention étrangère prématurée.

OBSSESSION STRATEGIQUE ET NOEUD GEOPOLITIQUE MONDIAL

La question taïwanaise cristallise les tensions entre la République populaire de Chine et les États-Unis, tout en condensant une multitude d'enjeux régionaux et globaux : rivalité sino-américaine, contrôle des chaînes d'approvisionnement technologiques, sécurité maritime en Asie de l'Est, et équilibre des alliances en Indopacifique. Si Taïwan est, depuis 1949, un point de contentieux majeur entre Pékin et Taipei, la montée en puissance de la Chine, combinée à certaines évolutions récentes dans la posture américaine, ravive les spéculations sur une offensive imminente ou graduelle de la RPC pour "réunifier" l'île. **Plus qu'un conflit gelé, Taïwan apparaît aujourd'hui comme le théâtre potentiel du prochain séisme stratégique mondial.**

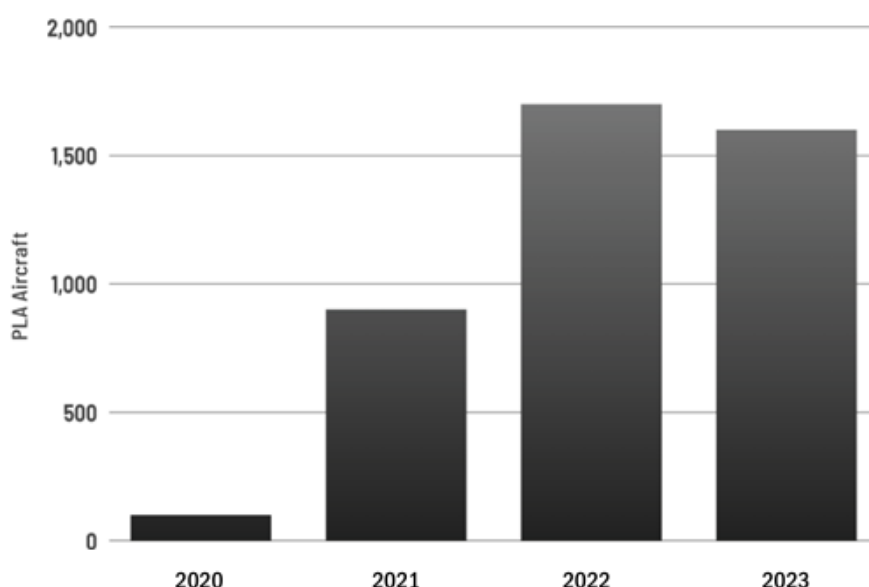
La logique stratégique qui sous-tend la volonté de Pékin s'inscrit dans un impératif de sécurisation de ses approches maritimes. Taïwan constitue le verrou central de la première chaîne d'îles qui encercle le littoral chinois et contraint son accès libre au Pacifique. **Tant que Taïwan demeure hors de son contrôle, la Chine ne peut pas prétendre à une hégémonie maritime régionale crédible**, ni garantir la sécurité de ses routes d'approvisionnement vitales. À l'inverse, une réunification permettrait non seulement de briser cette chaîne d'endiguement perçue, mais aussi de projeter sa puissance au-delà des mers de Chine. Ce faisant, Pékin pourrait défier concrètement la suprématie navale américaine en Asie et redessiner l'équilibre stratégique dans le Pacifique occidental.

Cette ambition, toutefois, se heurte à un obstacle considérable : le soutien originellement implicite des États-Unis à Taïwan, aujourd'hui publiquement perceptible. Si la politique de « l'ambiguïté stratégique » pratiquée depuis 1979 visait à dissuader à la fois Pékin d'envahir l'île et Taipei de proclamer son indépendance, Washington a depuis renforcé ses liens sécuritaires et commerciaux avec les autorités taïwanaises, multipliant les ventes d'armes, les visites officielles et les démonstrations de solidarité. Taïwan, en retour, s'est préparée à la défense d'un territoire désormais perçu comme central dans la rivalité entre les deux superpuissances. En ce sens, tout conflit autour de Taïwan serait bien davantage qu'un affrontement régional : il

incarnerait le basculement d'un ordre international basé sur la dissuasion nucléaire et la suprématie occidentale, vers un monde multipolaire et instable.

La menace militaire contre Taïwan n'est ni un bluff, ni une certitude. Elle constitue l'outil central de la dissuasion chinoise, manié habilement pour tester les lignes rouges américaines et la résilience taïwanaise. Les exercices militaires à grande échelle autour de l'île se sont multipliés depuis 2021, simulant blocus, débarquements, cyberattaques et bombardements. Un scénario régulièrement évoqué par les analystes serait une attaque surprise⁵⁵ "camouflée" sous forme d'exercice militaire, comme ce fut le cas dans les manœuvres d'il y a à peine un mois⁵⁶. En effet, la menace ne cesse de s'accroître au vu de l'augmentation des passages chinois dans l'espace aérien taiwanais.

PLA AIRCRAFT ENTERING TAIWAN ADIZ



57

⁵⁵ « Taiwan : le scénario », par Bruno Tertrais, Fondation pour la Recherche Stratégique, 29 avril 2024.

⁵⁶ « Taïwan : la Chine mène des exercices militaires afin de simuler un blocus de l'île et de s'entraîner à des « frappes de précision », Le Monde avec AFP, 1^{er} avril 2025.

⁵⁷ Annual report to congress of the U.S Department of Defense: Military and security developments involving the People's Republic of China (2024)

Des documents confidentiels du Pentagone ayant fuité en avril 2023⁵⁸ suggèrent par ailleurs que l'armée américaine craint de ne pas détecter à temps une offensive réelle en raison de la tactique chinoise consistant à utiliser des navires civils militarisés pour tromper les radars. Cette zone grise tactique est conçue pour neutraliser l'effet de surprise stratégique tout en permettant une surprise tactique dévastatrice.

Or, malgré des efforts massifs de modernisation, la capacité réelle de l'Armée populaire de libération (APL) à conquérir Taïwan demeure incertaine. L'invasion d'une île montagneuse, densément peuplée, fortifiée sur ses côtes, et défendue par des forces bien entraînées, représenterait un défi logistique, technologique et humain immense. Contrairement aux exercices militaires simulés ou à la répression interne, l'APL n'a aucune expérience de guerre moderne de haute intensité. La surprise qu'ont éprouvée la plupart des observateurs face aux piètres performances des forces russes en Ukraine devrait faire réfléchir à tout jugement prématuré sur l'issue d'un conflit sino-américain. **Ne disait-on pas de la Russie qu'elle jouait en terrain connu, comme le ferait la Chine dans le détroit de Taïwan ?** Personne ne sait ce que vaudrait vraiment l'APL sur un théâtre opérationnel de cette ampleur. Et les forces chinoises seraient particulièrement vulnérables aux sous-marins, aux missiles de croisière et aux bombardiers américains opérant depuis la première chaîne d'îles.

QUELLES TACTIQUES MILITAIRES POUR UNE POSSIBLE INVASION ?

À défaut d'une invasion totale, la Chine pourrait adopter une approche progressive, par coercition indirecte. Elle dispose d'un éventail d'options graduelles : pression économique, sabotage logistique, opérations hybrides, annexions d'îlots périphériques peu défendus (Dongsha, Kinmen, Matsu...), voire blocus naval partiel pour tester la réponse américaine sans déclencher immédiatement un casus belli. Cette stratégie permettrait d'user

⁵⁸ « Fuite de documents classifiés du Pentagone : Taïwan est vulnérable face à une attaque aérienne chinoise », Sud Ouest, 15 avril 2023.

psychologiquement Taïwan tout en jouant sur la prudence stratégique occidentale.

Mais rien n'est écrit. Une invasion de Taïwan constituerait un saut dans l'inconnu, car aucun précédent historique ne permet de prédire son déroulement. **Ce conflit pourrait bien devenir une véritable guerre hégémonique, un affrontement systémique entre la première puissance militaire mondiale et son principal challenger.** Un tel choc pourrait durer longtemps et bouleverser l'ordre mondial. Il est tout à fait envisageable que, dans un scénario de guerre ouverte, Chine et États-Unis finissent par mobiliser leurs sociétés et économies dans la perspective d'un conflit total. Pour les Européens, la tentation du désengagement militaire serait forte. Aucun pays européen ne semble prêt à mourir pour Taipei, et leur contribution, d'un point de vue tactique, serait sans réelle valeur ajoutée. Elle risquerait même de compliquer la planification américaine. Le rôle des marines européennes pourrait se limiter à garantir la liberté de navigation en Asie du Sud-Est ou à participer à la gestion des contrecoups humanitaires et économiques.

D'autres spécialistes considèrent, au contraire, que Taïwan ne constitue plus un intérêt vital pour les États-Unis, contrairement au Japon ou à la Corée du Sud. Le transfert partiel des Marines d'Okinawa vers Guam, amorcé fin 2024, peut être lu comme un signe de retrait tactique. Washington pourrait envisager de reconfigurer sa stratégie des chaînes d'îles, en acceptant que Taïwan ne soit plus le verrou géostratégique qu'elle fut durant la guerre froide.

Ce désengagement relatif pourrait inciter Pékin à accélérer son calendrier, notamment si elle perçoit un vide dans la volonté américaine d'intervenir militairement. Toutefois, la pression de l'opinion publique américaine, le poids stratégique de l'industrie des semi-conducteurs, et la volonté de défendre le système d'alliances indopacifique pourraient contraindre Washington à intervenir malgré l'absence de garantie formelle. Une attaque contre Taïwan serait perçue comme un test décisif de la

crédibilité américaine. Son abandon déclencherait une onde de choc stratégique dans la région : Japon, Corée du Sud, Philippines, Australie reverraient leur posture, tandis que la Chine gagnerait une fenêtre d'opportunité pour s'affirmer comme puissance hégémonique du XXI^e siècle. Dans ce duel asymétrique, **la guerre n'est pas inévitable, mais la pression ne cessera jamais**. Taïwan n'est pas qu'une île : c'est un baromètre de l'avenir de l'ordre mondial.

En définitive, **la Chine joue une partie de poker stratégique extrêmement risquée**. Tester la résolution américaine pourrait se révéler fatal : la dernière fois qu'une puissance asiatique s'est confrontée à la machine militaire américaine, elle en a payé le prix fort : sa capitale incendiée, et deux de ses villes atomisées. Rien ne garantit que David vaincra Goliath dans ce cas, mais il serait tout aussi naïf de croire que Goliath sortira indemne d'un tel duel.

UNE PROJECTION MONDIALE DE L'APL

UNE ARMÉE D'ORDRE MONDIAL

La stratégie de projection militaire de la Chine, et plus particulièrement sa projection navale, s'inscrit dans une entreprise plus vaste de transformation du pays en superpuissance globale, capable de remettre en cause l'ordre international établi depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette montée en puissance militaire, marquée par une politique de réarmement massif, va de pair avec l'expansion économique et diplomatique de Pékin. Elle répond à un objectif clair : affirmer la souveraineté de la Chine dans les zones contestées tout en préparant la capacité à agir loin de ses frontières, au nom de ses intérêts économiques ou stratégiques.

La Chine ne se contente plus de ses approches régionales : **elle construit progressivement un véritable réseau mondial de points d'appui navals**. Ce réseau s'articule autour des "Nouvelles Routes de la Soie" (BRI), initiées

en 2013 par Xi Jinping. Officiellement destinées à renforcer les liens commerciaux, elles ont également une dimension géopolitique forte, en créant une interdépendance économique qui favorise la puissance chinoise tout en rendant les États bénéficiaires plus perméables à ses intérêts. Ce maillage maritime s'appuie sur l'acquisition ou la construction d'infrastructures portuaires sur des points stratégiques du globe, notamment en Afrique (Djibouti), en Asie du Sud (Sri Lanka, Pakistan), au Moyen-Orient, en Méditerranée et jusqu'en Europe.



La carte démontre cette expansion chinoise, au vu de l'augmentation des ports à usage à la fois économique et militaire.⁵⁹ Parmi les exemples les plus emblématiques figure le port de Gwadar, au Pakistan, sur la mer d'Arabie. Financé, construit et en partie contrôlé par la Chine, ce port surplombe des artères maritimes vitales par lesquelles transite la majorité du pétrole importé par Pékin. Bien que la Chine et le Pakistan affirment qu'il s'agit d'un projet purement commercial, la présence accrue de navires chinois laisse entrevoir une militarisation progressive du site.

De la même manière, la Chine a inauguré en 2017 une base militaire permanente à Djibouti, à proximité du détroit stratégique de Bab el-Mandeb. Cette implantation, la première de ce type pour Pékin à l'étranger, marque un tournant majeur : elle permet d'assurer la présence continue de l'APL dans la région, de mener des opérations navales de grande envergure

⁵⁹ « How China rules the waves », The Financial Times, par James Kynge, Chris Campbell, Amy Kazmin et Farhan Bokhari.

et de participer à des exercices conjoints, notamment avec la Russie et l'Iran.

Ces alliances maritimes et militaires contribuent à repositionner la Chine comme un acteur incontournable de la sécurité internationale, au même titre que les États-Unis. Un autre exemple venant illustrer l'ambition chinoise de s'affirmer comme puissance militaire internationale est sa position et sa relation ambiguë avec la Russie vis-à-vis de la guerre en Ukraine. Pékin a adopté sa stratégie du « double discours » entre une position officielle de neutralité et une aide officieuse à l'effort de guerre russe. La Chine vendrait toute sorte de matériel comme des composants électroniques, des machines-outils et des entités chinoises ainsi que russes qui collaboreraient même sur le territoire russe dans la production de drones.⁶⁰

À cela s'ajoute une ambition évidente dans les mers de Chine, considérées comme un prolongement naturel de l'espace souverain chinois. Pékin y revendique près de 90 % des eaux à travers la « ligne en neuf traits », contestée par ses voisins et invalidée par le tribunal international de La Haye en 2016. Cela ne l'empêche pas de poursuivre la militarisation de récifs et d'îles artificielles, équipées de pistes d'aviation, de missiles sol-air, de radars et de garnisons militaires. Cette posture renforce son contrôle sur des routes commerciales cruciales et sur des ressources halieutiques et énergétiques précieuses.

L'extension de cette stratégie va au-delà de l'Asie-Pacifique. La Chine cherche désormais à **étendre son influence dans l'océan Indien, le Golfe Persique, le Pacifique Sud, et même l'Arctique**, où le réchauffement climatique pourrait ouvrir de nouvelles routes maritimes. Dans le Golfe, la Chine se présente comme une puissance stabilisatrice, prête à déployer ses nouveaux porte-avions pour rassurer ses partenaires et défendre ses intérêts économiques. Les pays de la région, confrontés au retrait progressif des

⁶⁰ L'Express. (2024, 11 juillet). Guerre en Ukraine : en quoi consiste réellement l'aide militaire de la Chine à la Russie ? *L'Express*. <https://www.lexpress.fr/monde/asie/guerre-en-ukraine-en-quoi-consiste-reellement-laide-militaire-de-la-chine-a-la-russie-LH24JOTJLRDKDCE2DZV4QHQT7M/>

États-Unis, voient dans cette montée en puissance chinoise une alternative stratégique.

Cette projection de puissance s'accompagne également d'un effort diplomatique et sécuritaire : Pékin vend des armements à de nombreux pays émergents, propose des formations militaires, multiplie les exercices conjoints et cherche à forger des coalitions sécuritaires. **Par ce biais, elle cherche à construire une sphère d'influence alternative à celle des puissances occidentales**, sur fond de neutralité diplomatique affichée, mais avec une ambition claire de redéfinir les normes de gouvernance mondiale. Cette stratégie soulève de nombreuses inquiétudes. D'un côté, elle remet en cause la domination maritime des États-Unis, qui, malgré une marine technologiquement plus avancée et disposant de 11 porte-avions nucléaires, voient leur supériorité contestée. En effet, tandis que l'US Navy doit couvrir plusieurs théâtres d'opération, la Chine concentre ses forces en Asie-Pacifique et dans les zones d'intérêt économique direct.

De l'autre côté, elle **bouscule les équilibres régionaux** : les voisins de la Chine s'arment à leur tour, les tensions se multiplient, et les risques de confrontation directe augmentent. En Europe, l'OTAN observe avec une attention croissante cette expansion chinoise, qui pourrait bouleverser la liberté de navigation et la sécurité des routes commerciales mondiales. Le paradigme stratégique mondial, longtemps dominé par la Pax Americana, est en train d'être redéfini par l'affirmation d'une Chine désireuse de corriger les "humiliations" historiques et de reprendre la place qu'elle estime être la sienne sur la scène internationale.

QUELLES LIMITES A CETTE PROJECTION ?

Malgré son impressionnante montée en puissance navale et sa volonté manifeste de s'imposer comme acteur global, la stratégie de projection militaire de la Chine demeure confrontée à plusieurs obstacles structurels, contraintes stratégiques et fragilités géopolitiques.

La première réside dans le caractère encore inachevé de la puissance expéditionnaire chinoise. Bien que Pékin développe activement ses porte-avions et modernise ses forces navales, la capacité de projection à longue distance reste modeste comparée à celle des États-Unis. La marine chinoise manque encore d'expérience dans les opérations à l'étranger, et sa logistique de soutien (ravitaillement en mer, bases à l'étranger, coordination interarmées) est en cours de construction. Ainsi, **si le déploiement de groupes aéronavals autour des nouveaux porte-avions constitue un outil diplomatique efficace et un signal fort, il n'offre pas encore la réactivité ni la puissance opérationnelle** d'un déploiement américain. De plus, les bases navales à l'étranger (Djibouti, Gwadar) restent isolées et dépendent fortement du bon vouloir de pays hôtes souvent fragiles politiquement. Ces installations ne constituent pas encore un réseau global intégré comparable à celui des États-Unis.

Deuxième limite : l'absence d'alliances militaires formelles. Contrairement aux États-Unis, qui s'appuient sur un réseau dense d'alliés (OTAN, Japon, Corée du Sud, Australie...), **la Chine ne peut compter que sur des partenariats tactiques opportunistes**. Ses exercices conjoints avec la Russie ou l'Iran, par exemple, relèvent davantage de la démonstration de force que d'une coopération stratégique approfondie. En outre, sa neutralité revendiquée dans les conflits régionaux (notamment au Moyen-Orient) limite son ancrage sécuritaire auprès de partenaires potentiels. Pékin cherche à éviter les engagements militaires trop visibles ou contraignants, ce qui nuit à la crédibilité de sa posture en tant que garant de la sécurité régionale.

La Chine est également confrontée à une **méfiance croissante de ses voisins** et d'une partie de la communauté internationale. Sa politique de militarisation en mer de Chine méridionale, son attitude vis-à-vis de Taïwan, et son recours à la pression économique ou diplomatique nourrissent une image de puissance coercitive, en contradiction avec le discours officiel de coopération mutuellement bénéfique. Cette méfiance se traduit par des réactions de réarmement régional (notamment au Japon, en Inde, au

Vietnam ou en Australie), des rapprochements diplomatiques avec les États-Unis, et une multiplication des exercices multinationaux de surveillance des zones contestées. Autrement dit, **la montée en puissance de la Chine alimente des dynamiques de contre-balancement**, susceptibles de freiner, voire d'enrayer, sa progression.

Troisièmement, la Chine doit composer avec des fragilités internes qui influent sur ses ambitions extérieures. Le ralentissement économique, l'endettement croissant lié aux projets de la BRI, les tensions sociales ou ethniques, ainsi que le besoin constant de légitimer le pouvoir du Parti communiste à l'intérieur du pays, peuvent détourner l'attention ou restreindre les capacités budgétaires allouées à la défense. En ce sens, la puissance militaire reste aussi un instrument de politique intérieure, destiné à renforcer la cohésion nationale, détourner les frustrations économiques, et affirmer l'autorité de Xi Jinping. Mais une crise interne majeure pourrait remettre en cause cette trajectoire ascendante.

Enfin, la projection militaire chinoise est aussi **confrontée au dilemme de la crédibilité vs la retenue**. Si Pékin se montre trop agressif, il risque de provoquer des conflits ou des coalitions hostiles. Mais s'il reste trop passif, il pourrait apparaître comme une puissance incapable d'assumer ses ambitions. Ce dilemme est particulièrement aigu dans les zones de tension comme Taïwan, où la moindre erreur d'interprétation stratégique pourrait déclencher une escalade aux conséquences mondiales.

En somme, si la Chine progresse rapidement dans la constitution d'un outil militaire de projection, sa puissance navale reste à la fois redoutable et vulnérable, ambitieuse et incomplète. Pékin avance avec prudence, conscient que la domination des mers ne se décrète pas seulement par le nombre de navires, mais repose aussi sur l'expérience, les alliances, la stabilité, et la capacité à maîtriser l'incertitude stratégique.

CONCLUSION

Le réarmement accéléré de la Chine reflète une transformation stratégique profonde. L'explosion de son budget de défense témoigne de son ambition de combler son retard technologique, de moderniser l'APL et, surtout, de se doter de capacités de projection globales. Cette dynamique ne vise plus seulement la défense du territoire, mais bien l'influence, voire la domination, dans des zones d'intérêt croissant : mer de Chine méridionale, océan Indien, Moyen-Orient ou encore Arctique. La multiplication des bases militaires à l'étranger, la montée en puissance de la marine de guerre, et les coopérations militaires montrent une stratégie cohérente de sécurisation des intérêts économiques et diplomatiques, mais aussi de remise en cause de l'ordre mondial hérité de l'après-guerre.

Face à cela, les puissances occidentales s'inquiètent : **la Chine restera-t-elle une puissance révisionniste, ou aspirera-t-elle à une coexistence pacifique ?** Ce nouveau visage de la Chine militaire soulève un enjeu crucial : saurons-nous anticiper, dialoguer, ou faudra-t-il contenir une puissance en quête de reconnaissance et de rang mondial ?

Par **Lisa GUILCHER** Analystes du Millénaire,

Crédit photo : [World leaders attending the 2025 China Victory Day Parade](#), de President of Russia, via Wikimedia Commons, sous license CC BY 4.0.



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Directeur général : Matthieu HOCQUE

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clément PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*